

MARC VICHNIAC

Membre du Parti Socialiste-Révolutionnaire,
Ancien Membre et Secrétaire Général de l'Assemblée
Constituante Panrusse.

Le Régime Soviétiste

Etude Juridique et Politique



PARIS

Imprimerie UNION, 46, Bd Saint-Jacques

1920

Digitized by Google

Original from
UNIVERSITY OF MICHIGAN

A LA MÉMOIRE DES DÉMOCRATES
TOMBÉS DANS LA LUTTE CONTRE LE RÉGIME
BOLCHEVISTE

PRÉFACE

A distance, les hommes et les choses paraissent différents de ce qu'ils sont en réalité. Ce n'est pas seulement une loi physique, mais également une loi de psychologie sociale. Mais tandis que, dans le monde des choses, les dimensions réelles semblent devenir moindres et que la réceptivité s'affaiblit à mesure de l'augmentation de la distance, dans le monde des idées ou des valeurs spirituelles, au contraire, la distance tend quelquefois à exagérer les contours et les dimensions véritables et à intensifier ainsi l'impression obtenue.

C'est par ce phénomène que s'explique, en partie, le succès idéologique qui a couronné le régime soviétique, moins, il faut le dire, dans son propre pays, en Russie, que dans les pays de l'Europe occidentale et de l'Amérique du nord.

Les milliers de kilomètres qui séparent des pays de culture et de civilisation occidentales le bolchevisme russe, primitif et élémentaire, lui ont ajouté des traits de sublimité et de grandeur.

Dans leur aspiration à un sort meilleur, les peuples fatigués par la catastrophe qui a dévasté le monde, accueillent, comme un nouvel évangile, les formules lancées à travers l'univers par le bolchevisme et qu'ils croient ne jamais avoir entendues.

Les uns intimidés et craintifs, les autres enthousiasmés

et pleins d'espérances, les peuples occidentaux contemplent, charmés, ce phénomène complexe qui a reçu la dénomination barbare de « bolchevisme ». Ils scrutent, indécis, les lointains horizons et se demandent ce que veut dire cette lumière inconnue qui flamboie à l'Orient. Est-ce une étoile rouge qui s'est levée au-dessus de Moscou et qui est appelée à éclairer de son éclat le monde entier qui se meurt de vétusté ? Ou bien, est-ce la fumée et la flamme de l'incendie mondial agonisant, déjà liquidé en Occident, mais qui continue encore à réduire en cendres les forêts vierges et les tourbières de Russie ?

Nous avons eu à observer, pendant des années, la genèse et le développement du bolchevisme. Certains d'entre nous ont été unis, par des liens personnels, aux chefs et aux simples militants bolchevistes. Et, par notre passé, par notre expérience, nous avons acquis le droit de venir déposer comme témoins. Notre action antérieure, les connaissances que nous possédons nous ont suffisamment initiés à la question pour nous permettre de procéder à l'expertise.

Nous autres, socialistes, qui avons pour notre part contribué à cette Révolution russe de mars qu'Albert Thomas, lors de son arrivée chez nous, a désignée comme « la plus ensoleillée, la plus endimanchée, la plus exsangue des révolutions », nous ne pouvons pas et nous n'avons pas le droit de nous taire lorsque l'on bafoue la révolution russe en l'identifiant avec le coup d'état bolchevik de novembre et lorsque, de droite et de gauche, les adversaires du socialisme le calomnient en lui substituant le communisme russe.

Dans son ardente protestation contre la peine de mort, légalisée par les bolcheviks dans des proportions inconnues jusqu'à présent dans le monde, le leader du parti social-démocrate ouvrier de Russie, L. Martov, écrivait :

« Demain, lorsque la folie du bolchevisme aura épuisé

les forces de la démocratie et qu'à sa place sera venue la contre-révolution, pour laquelle il travaille, demain pourront commencer en Russie les mêmes horreurs qui ont eu lieu en Finlande... Malheur, si alors, lorsque nous protesterons contre les violences dirigées contre les ouvriers, que nous réclamerons la sécurité de la vie et de l'honneur des ouvriers, nous entendrons la bourgeoisie nous dire : du temps des bolcheviks, vous autres, ouvriers, vous avez approuvé les mêmes violences, les mêmes exécutions ! Vous avez gardé le silence là-dessus. » (« A bas la peine de mort ! » Edition du P.S.D. de Russie, 46, boulevard Saint-Jacques, Paris.)

Pour avoir le droit moral de combattre pour la démocratie et pour le socialisme demain, « lorsque la folie du bolchevisme aura épuisé les forces de la démocratie et qu'à sa place sera venue la contre-révolution, pour laquelle il travaille », nous devons aujourd'hui témoigner devant l'opinion publique internationale, comme nous l'avons fait, hier encore, dans notre pays.

Et que l'on ne vienne pas nous dire qu'ayant été des témoins trop rapprochés d'événements auxquels nous sommes trop intéressés nous risquons d'être des experts à courte vue, que nous risquons de ne pas distinguer la forêt derrière les arbres, de ne pas voir l'ensemble pour nous arrêter trop longtemps aux détails. Précédemment et actuellement, de loin et de près, nous avons eu, à plusieurs reprises, l'occasion d'observer et d'étudier l'essence de la démocratie occidentale. Et, du fait de notre connaissance réelle du sujet, nous avons acquis, ce nous semble, le droit de tracer un parallèle entre le système de la démocratie et celui des soviets.

Notre témoignage ne peut, naturellement, être autre que subjectif. Il n'a pas, non plus, la prétention d'être impartial. Mais ce qui nous intéresse, avant tout, dans cette étude, ce ne sont pas les hommes, mais les principes ; ce ne sont

pas les bolcheviks, mais le système des soviets. Car les hommes disparaîtront et les principes resteront.

Les déclarations personnelles et les caractéristiques de certains hommes sont versées par nous au débat en qualité de documentation authentique qui permet de commenter et d'illustrer le régime soviétiste, son esprit et son essence. L'étude de la psychologie des bolcheviks est, à notre avis, le meilleur moyen de mettre à nu la logique du bolchevisme.

Notre étude n'envisage que les côtés juridique et politique du régime soviétiste. Elle est subdivisée en cinq chapitres.

Dans le premier, nous cherchons à reconnaître la voie par laquelle le bolchevisme est arrivé à la négation de la démocratie.

Le deuxième est consacré à l'étude de l'esprit et de la lettre de la Constitution soviétiste.

Le troisième — à la pratique du régime des soviets.

Le quatrième chapitre résume comment, dans les pays de l'Occident, des partisans ardents, mais mal renseignés, s'imaginent et représentent le régime des soviets.

Enfin, le dernier chapitre est, en quelque sorte, une confrontation entre deux principes différents, celui de la démocratie socialiste et celui de la dictature quasi-socialiste des soviets.

Les citations qui figurent dans le texte ont été puisées, pour la plupart, dans les publications russes — livres, journaux et recueils — qui se trouvent à la Bibliothèque du Musée de la Guerre, à Paris (39, rue du Colisée).

I

COMMENT LE BOLCHEVISME EST ARRIVÉ A LA NÉGATION DE LA DÉMOCRATIE

« Celui qui compterait sur la faveur des événements ou les hasards de la force et renoncerait à amener à nos idées l'immense majorité des citoyens, renoncerait par là même à transformer l'ordre social. »

JEAN JAURÈS.

Pendant la période de la Révolution russe d'avant le mois de novembre, alors qu'ils démasquaient le caractère soi-disant contre-révolutionnaire du Gouvernement Provisoire, les bolcheviks se posaient, dans leur argumentation, comme les dépositaires et les défenseurs de la démocratie et de ses principes. Suspicieux et méfiants, ils surveillaient le Gouvernement et l'attaquaient violemment pour toutes ses fautes et erreurs, même involontaires, même les plus infimes, les moins importantes, comme pour les plus inévitables déviations de la ligne droite du démocratism.

Les élections à la Constituante ont été choisies par les bolcheviks, comme objectif principal de leurs attaques. Ils ont accusé les différents Gouvernements Provisoires qui se sont succédé de saboter la réorganisation démocratique de la Russie, de traîner intentionnellement en longueur et de

chercher à escamoter les élections à la Constituante. Le 20 octobre 1917, en quittant le Conseil Provisoire de la République russe (généralement désigné sous le nom de Pré-parlement), Trotsky a lu, au nom des bolcheviks, une déclaration, dans laquelle il était dit, entre autre : « Les classes bourgeoises qui dirigent la politique du Gouvernement Provisoire se sont posé le but d'escamoter la Constituante. C'est vers cette fin essentielle que tendent actuellement tous les efforts des éléments censitaires, et toute leur politique intérieure et extérieure lui est subordonnée. » (Archives de la Révolution de 1917. — *Le coup d'Etat d'octobre* (style russe). — *Faits et documents*. — Petrograd, 1918, 148 pages. — Ce livre se trouve au Musée de la Guerre.)

Le journal bolcheviste *Rabotchy Poute* (la Voie Ouvrière) écrivait, dans son numéro du 13 octobre 1917 : « La Constituante ne pourra être convoquée que contre le gré du gouvernement de coalition actuel, qui fait et qui fera tout pour l'escamoter. »

La prise du pouvoir par les bolcheviks, elle-même, s'est faite avec le mot d'ordre « de garantir la convocation immédiate de la Constituante ».

En un mot, pendant toute la période pendant laquelle les bolcheviks ont été un parti d'opposition et ont lutté pour le pouvoir par des moyens pacifiques, ni le parti dans son ensemble, ni ses leaders n'ont répudié la démocratie et ses principes. La république démocratique, la Constituante élue au suffrage universel, égal, direct et secret, les libertés politiques, l'égalité des droits, etc., ont conservé, jusqu'au mois d'octobre, toute la force de dogmes reconnus même par le bolchevisme.

A la date du 20 octobre, Lénine argumentait encore en démocrate, lorsque, dans un article intitulé « La crise est mûre », il analysait les résultats des élections municipales

des différents secteurs de Moscou qui ont été une grande victoire des bolcheviks . Il y indique « le profond revirement du sentiment *national* » et il affirme « qu'il ne peut pas y avoir l'ombre d'un doute » que, avec les éléments de gauche, les bolcheviks détiennent « la majorité aussi bien dans les soviets et dans l'armée que *dans le pays* ». (C'est Lénine qui souligne.)

Le 10/23 octobre 1917, le Comité Central des bolcheviks prit la décision de réaliser un soulèvement contre le Gouvernement Provisoire de Kerensky pour remettre le pouvoir entre les mains des Soviets. Cette décision a été précédée par un revirement, par une révolution que Lénine a réussi à faire dans les esprits de ses dociles partisans et disciples, quelques jours avant le coup d'Etat.

Dans une série de feuilletons qu'il a publiés dans le *Rabotchy Poute*, du 1^{er} au 24 octobre, Lénine se pressait de convaincre, de démasquer, de harceler, de mettre en garde et d'enseigner. Ce n'est pas lui, Lénine, c'est l'histoire qui pose, devant la Russie, le dilemme inéluctable « de périr ou de se précipiter en avant, à toute vapeur », « de périr ou de rattraper les pays avancés et de les dépasser, même dans le domaine économique ».

« La racine du mal » est dans le trompe-l'œil de ce que l'on nomme la volonté nationale. « Il n'est digne que du petit bourgeois le plus obtus d'en appeler à la « volonté nationale. » « Lors des révolutions, l'on a vu bien des fois la force numériquement insignifiante, mais bien organisée, armée et centralisée des classes dirigeantes, écraser, fraction par fraction, la force « de la majorité de la nation, mal organisée, mal armée et dispersée ».

« Tout retard dans le soulèvement est égal à la mort, voilà ce qu'il faut répondre à ceux qui ont le triste courage de détourner les ouvriers de la Révolution », écrivait

Lénine à la date du 20 octobre (vieux style). « Un complot militaire est du blanquisme lorsqu'il n'est pas organisé par le parti d'une classe déterminée et lorsque ce parti n'a pas derrière lui la sympathie de la majorité de la nation, sympathie démontrée par des faits objectifs. » Autre chose est un soulèvement, un soulèvement des pauvres contre les riches.

Et pour démontrer que ce qui était préparé par les bolcheviks n'était pas un complot militaire, mais un de ces soulèvements que Marx lui-même qualifiait *d'art*, Lénine faisait ce simple calcul : « Après la Révolution de 1905, la Russie, avec ses 150 millions d'habitants, a été gouvernée par 130.000 propriétaires fonciers, grâce à des violences sans fin... et on viendrait nous soutenir que la Russie ne pourrait pas être gouvernée par 240.000 membres du gouvernement bolcheviste, dans les intérêts des pauvres et contre les riches ! »

C'est ainsi que Lénine endormait les doutes qui envahissaient ses partisans. C'est ainsi qu'il répondait à la question qu'il s'était posée à lui-même : « Les bolcheviks peuvent-ils se maintenir au pouvoir ? » (V. la brochure de Lénine sous ce titre, page 20.)

Toutes ces spéculations philosophiques, qui dévoilaient le bien, — la Révolution réalisée « par une force peu nombreuse, mais bien organisée, armée et centralisée », — et le mal, — « les préjugés bourgeois de la volonté nationale et de la majorité » ; toutes les citations historiques et tous les calculs de statistiques ne poursuivaient qu'un seul et même but pratique, celui de fournir une justification morale et politique à ceux qui, se sachant être la minorité dans le pays, hésitaient à se soulever, les armes à la main, contre « la démocratie qui n'était pas révolutionnaire, mais vile, lâche et asservie ».

La facilité inattendue, avec laquelle ils ont pu réaliser

leur coup d'Etat du 25 octobre (7 novembre), et le succès et la sympathie qui leur ont été réservés pendant les premières journées de leur pouvoir, non seulement auprès du prolétariat des villes, mais également auprès de la population rurale rassemblée au front, les a incités à retourner sur les positions démocratiques qu'ils avaient abandonnées avant leur coup d'Etat.

La faiblesse de la résistance qui leur a été opposée a donné aux bolcheviks une illusion de force. Une erreur d'optique a faussé la perspective. Pendant un moment, les bolcheviks ont cru sérieusement qu'ils avaient derrière eux la majorité de la nation. Pour consolider davantage leur pouvoir, pour rendre plus intimes les liens qui les unissaient aux masses populaires, pour briser la méfiance des sceptiques, les bolcheviks se sont appropriés les mots d'ordre que la démocratie avait inscrits sur son drapeau pour combattre la prise du pouvoir par la minorité bolcheviste. Parmi ces mots d'ordre, le plus important était — et est encore à l'heure actuelle — la convocation de l'Assemblée Constituante Panrusse.

Au lendemain même du coup d'Etat, le nouveau journal officieux, la *Pravda*, organe central du parti bolcheviste, publiait en première page et en gros caractères : « Camarades ! En versant votre sang, vous avez assuré la convocation, dans le délai fixé, de l'Assemblée Constituante Panrusse, qui peut seule disposer du sort du pays. » Au cours d'une séance du deuxième Congrès des Soviets, qui se tenait le jour même du 26 octobre (vieux style) et qui devait sanctionner officiellement le coup d'Etat effectué, Lénine a présenté la défense du « décret concernant la terre » et a fait cette apologie inattendue des méthodes démocratiques de gouvernement :

« En tant que gouvernement démocratique, nous ne pou-

vons pas ne pas respecter une décision des masses populaires, même si nous ne la croyons pas rationnelle. C'est dans le feu de l'action, lorsqu'ils auront à la mettre en pratique et à la réaliser sur place, que les paysans verront eux-mêmes de quel côté est la vérité. Et même si les paysans continuent à suivre les socialistes-révolutionnaires et s'ils donnent à ce parti la majorité dans l'Assemblée Constituante, nous dirons : qu'il en soit ainsi. Les réalités de la vie sont le meilleur instituteur qui puisse exister, et elles montreront qui a raison. Pendant que les paysans chercheront la solution d'un côté, nous la chercherons de l'autre. La vie nous poussera à nous rapprocher mutuellement dans le torrent de l'œuvre révolutionnaire, dans la création de nouvelles formes d'Etat. Nous devons marcher avec la vie, nous devons abandonner aux masses populaires une entière liberté d'action créatrice. » (V. « Les Archives de la Révolution », page 211.)

« Le décret concernant la terre », publié le même jour, était conforme à cette apologie et débutait ainsi : « La question de la terre ne pourra être résolue, dans toute son ampleur, que par l'Assemblée Constituante élue par la nation entière. » Les autres actes étaient conçus dans le même esprit. Des dépêches urgentes, signées par Lénine, ont été expédiées à toutes les Commissions chargées de préparer les élections de l'Assemblée Constituante, leur ordonnant de rester en fonctions, de continuer le travail et de réaliser, à tout prix, les élections dans les délais prescrits. (*Pravda* du 28 octobre 1917, n° 171.)

Tel était le mot d'ordre du pouvoir bolcheviste, alors qu'il était seulement en voie de formation et qu'il ne se sentait pas encore suffisamment solide et suffisamment durable pour pouvoir se débarrasser des feuilles de vigne et ne tenir compte de l'opinion et des désirs de personne. Mais

ceci n'a duré qu'aussi longtemps que les bolcheviks avaient quelques raisons de supposer et d'espérer que la majorité du pays était de leur côté, que la majorité de la population et les paysans en particulier, acceptaient passivement, sinon activement, le bolchevisme avec ses buts et ses méthodes.

Ces illusions n'ont pas duré longtemps.

Et à mesure que se dessinait, avec toujours plus de netteté, ce qu'il y avait d'illusoire dans les espérances que les bolcheviks avaient basées sur le paysan russe, la pente devenait de plus en plus rapide qui éloignait le bolchevisme du principe de la volonté nationale et de la démocratie et qui l'entraînait vers celui de la volonté de la minorité et de la dictature du Comité Central du parti bolchevik.

Quinze jours ne s'étaient pas passés depuis le coup d'Etat que déjà des notes de déception et de scepticisme commençaient à se faire entendre dans les colonnes de la presse bolcheviste, officielle et officieuse. On y retrouve, à nouveau, les mêmes motifs que ceux qui caractérisaient l'idéologie bolcheviste à la veille de la prise du pouvoir, alors qu'ils escomptaient évidemment le succès, mais qu'ils ne le croyaient pas aussi foudroyant qu'il l'a été en réalité. Les principes de la démocratie subissent une nouvelle offensive. La nécessité de l'Assemblée Constituante est mise ouvertement en doute, d'abord avec quelques réticences, ensuite de plus en plus résolument pour être, finalement, nettement répudiée.

Dès le 5/18 novembre, la *Pravda* écrivait : « Le fait d'espérer que l'Assemblée Constituante pourra résoudre sans douleur toutes les maudites questions qui se dressent devant le pays n'est autre chose que du vulgaire crétinisme parlementaire ; nous y voyons un danger politique... La seule garantie de la convocation possible de l'Assemblée Constituante est fournie par la victoire remportée, au cours de la

Révolution d'octobre, par le prolétariat et la garnison de Petrograd. Et, *chose non moins importante*, c'est elle aussi qui garantit que les problèmes politiques et sociaux seront résolus dans le sens indiqué par la guerre et par la Révolution... *Le maintien ou l'abandon de l'Assemblée Constituante est intimement lié au maintien ou à la chute du pouvoir soviétiste.* »

En langage clair, cette dernière phrase équivaut à la reconnaissance *conditionnelle* de l'Assemblée Constituante : cette dernière n'était reconnue que dans la mesure, dans laquelle elle s'appuyait sur le pouvoir soviétiste et dans laquelle elle était soutenue par ce dernier. Mais au fur et à mesure que les événements se développaient et qu'il devenait évident qu'au moment des élections de l'Assemblée Constituante la majorité de la nation ne sera pas favorable au bolchevisme, on entend, de plus en plus nettement, résonner des notes nouvelles qui deviennent bientôt le *leit-motiv* de l'idéologie politique du bolchevisme.

Le *Rabotchy i Soldat* (l'Ouvrier et le Soldat), organe du Soviet des Députés des Ouvriers et des Soldats de Petrograd, déclarait, dans son n° 27, du 17/30 novembre 1917 : « Personne ne contestera que l'Assemblée Constituante est le chef suprême de la nation russe et que *tout le monde doit lui obéir*. (Les mots soulignés dans cette citation le sont dans l'original.) Mais une chose est ce que *les hommes doivent faire* et une autre chose ce qu'ils *feront*... Il faut que, jusqu'à la convocation et au moment même de la convocation de la Constituante, tout le pouvoir soit aux mains des ouvriers, des soldats et des paysans. Il le faut pour que les propriétaires terriens et les capitalistes se rendent compte que la force n'est pas de leur côté et pour qu'ils se soumettent de leur propre gré à la volonté de la Constituante. »

Et la *Pravda* paraissait prévoir les événements qui se sont déroulés un mois et demi plus tard, lorsqu'elle écrivait, le 18 novembre, dans son n° 193 : « Si les voies des Soviets et de la Constituante bifurquent, s'il y a divergence de vues entre eux, la question se posera de savoir qui d'entre eux exprime plus exactement la volonté des masses populaires. Nous estimons que, grâce aux particularités de leur organisation, les Soviets expriment plus exactement, plus véritablement et plus nettement la volonté des ouvriers, des soldats et des paysans...

« Pour cette raison, les Soviets devront proposer à la Constituante d'adopter, comme *Constitution définitive* de la République russe, le système soviétiste, la *Constitution de la République des Soviets des Députés des Ouvriers, Soldats et Paysans*, en remplacement du système politique qui est à la base de la convocation de la Constituante. »

Dans l'écrasante majorité des circonscriptions électorales, les élections à l'Assemblée Constituante Panrusse ont eu lieu dans les journées des 12, 19 et 26 novembre 1917 (vieux style). Il existe une loi politique universellement reconnue et qui veut que toutes les élections donnent, généralement, en vertu de leur nature même, des résultats favorables au parti gouvernant. Et cependant, le pays n'a pas donné sa confiance au nouveau pouvoir, malgré tous les abus qui ont eu lieu au cours des opérations électorales.

Quoiqu'elle eût été appliquée dans l'ambiance défavorable de la guerre civile, la loi qui réglait les élections de l'Assemblée Constituante Panrusse a subi honorablement l'épreuve, à laquelle elle a été soumise. Cette loi était basée sur une application absolue et rigide des principes démocratiques, comme jamais aucune loi analogue ne l'a réalisée dans les pays les plus avancés d'Europe et d'Amérique. Dans 54 circonscriptions, sur une quantité totale de

81, il a été élu 703 députés, dont 168 seulement appartenaient au parti bolcheviste. Par contre, les listes des socialistes-révolutionnaires russes, sans compter les socialistes-révolutionnaires d'autres nationalités (Ukrainiens, etc.), ont obtenu 338 mandats, soit plus du double. Dans ces 54 circonscriptions, le parti bolcheviste a réuni à peine 25 % des 36.257.960 bulletins déposés. Il a obtenu 9.023.963 suffrages, tandis que le parti socialiste-révolutionnaire en obtenait 20.893.734, c'est-à-dire 58 % de la totalité des suffrages exprimés. Il a fallu donc chercher de nouvelles voies et de nouveaux moyens, en vue de s'assurer la majorité au sein même de l'Assemblée Constituante et de préparer de nouvelles positions pour le cas où il ne serait pas possible de créer cette majorité.

Le pouvoir a tenu le raisonnement suivant : la majorité est un nombre relatif, et puisque l'on n'a pas réussi à obtenir un nombre suffisant de députés bolcheviks, on peut parer au mal en diminuant proportionnellement celui des députés anti-bolcheviks.

Et, à la date du 26 novembre, nous trouvons dans la *Pravda* les lignes suivantes : « Les serviteurs responsables du prolétariat doivent ouvertement attirer son attention sur ceci : qu'un conflit de classe n'existe pas avec l'Assemblée Constituante, comme représentation nationale... mais avec les cadets... Il serait prématuré de prévoir, dès maintenant, dans quelle forme l'Assemblée Constituante réalisera cet acte... Mais il est certain qu'une étape inévitable du développement de la Révolution consistera, sous une forme ou sous une autre, à écarter les cadets, dès que la majorité des représentants des ouvriers et des paysans se sera prononcée dans ce sens. » Et à peine quatre jours plus tard, sans attendre nullement que « la majorité des représentants des ouvriers et des paysans se soit pronon-

cée », un décret du gouvernement bolcheviste statuait : « Les membres des organisations directrices du parti des cadets, parti d'ennemis du peuple, seront arrêtés et traduits devant les tribunaux révolutionnaires. » (V. la *Pravda*, n° 202, du 30 novembre/13 décembre 1917.)

L'effet recherché a été obtenu. Aucun cadet n'a assisté à la séance de l'Assemblée Constituante. Le nombre des voix qui, dans la séance de l'Assemblée Constituante, se sont portées contre les bolcheviks a été, ainsi, quelque peu diminué.

Il a même été question, à un moment donné, d'appliquer la même mesure au parti socialiste-révolutionnaire, comme à un parti de contre-révolutionnaires « qui ont su organiser les élections, de façon à s'assurer la majorité au sein de l'Assemblée Constituante. » (V. la *Dérévenskaïa Pravda*, n° 49). On n'a, pourtant, pas osé exécuter ce projet. On a plutôt essayé de créer un concours de circonstances, à la faveur duquel le parti du gouvernement pourrait obtenir une majorité, ne serait-ce que passagère, dans la séance de l'Assemblée Constituante. C'est ce qui explique les retards apportés à l'inauguration des séances de l'Assemblée Constituante, laquelle avait été fixée par le gouvernement de Kerensky, au 28 novembre. De là, la décision arbitraire de n'ouvrir la Constituante que lorsque « un *minimum* de 400 députés se sera réuni » (La *Pravda*, n° 201) ; de là, également, l'obligation de se faire enregistrer auprès d'un commissaire bolcheviste, qui a été imposée aux membres de la Constituante pour pouvoir pénétrer dans la salle des séances ; de là, enfin, les tentatives de rapprochement que les bolcheviks ont fait auprès des fractions nationales des Ukrainiens et des Tartares.

En même temps que l'on cherchait à réaliser ces mesures

d'ordre pratique, l'on ne cessait pas de façonner les esprits, dans les milieux bolchevistes. .

C'est Lénine, l'idéologue éprouvé du parti, qui s'est chargé, comme toujours, de cette besogne. Et comme toujours, il a courageusement et ouvertement, pour ne pas dire cyniquement, mis à nu le fond de la question, autour de laquelle certains de ses partisans, plus pudiques et moins audacieux, avaient longtemps piétiné sur place.

Nouveau Luther moderne, Lénine a publié, au mois de décembre 1917, ses dix-neuf thèses sur l'Assemblée Constituante. Il y reconnaît l'Assemblée Constituante, comme « une forme supérieure du démocratisme », *mais...* seulement dans les limites de la « République bourgeoise habituelle » et comme contre-poids « à la République impérialiste présidée par Kerensky ». Il admet que la revendication de la convocation de l'Assemblée Constituante était « entièrement légitime dans le programme de la social-démocratie révolutionnaire », *mais...* seulement dans le passé. Quant à l'actualité, il prétend, dans ces thèses, que « la République des Soviets n'appartient pas seulement à une forme plus élevée des institutions démocratiques, mais qu'elle est la *seule* forme capable d'assurer une transition indolore vers le socialisme ».

La teneur de ces thèses était analogue à celle des thèses que Lénine avait déjà publiées au mois d'avril. Mais, alors que les thèses du mois d'avril étaient accompagnées, dans la pratique, par une lutte criarde *pour* la convocation immédiate de l'Assemblée Constituante, les thèses de décembre ont donné lieu à une lutte pareille *contre* l'Assemblée Constituante, comme contre une forme déjà dépassée du démocratisme.

Les thèses contenaient une menace non équivoque à l'adresse de la Constituante pour le cas où la volonté de

cette dernière, « la volonté nationale » se séparerait de la volonté des bolcheviks, en ce qui concerne la ratification de la « République des Soviets » qu'ils avaient inventée.

Comme on le sait, la menace a été exécutée le 5-6 janvier 1918 (vieux style).

Dans la journée du 5 janvier, l'Assemblée Constituante a pu, finalement, inaugurer ses séances, malgré toutes les mesures préventives d'intimidation qui avaient été accumulées. Rappelons ici que non seulement des cadets, mais même des socialistes révolutionnaires, membres de la Constituante, ont été arrêtés peu de jours avant l'ouverture des travaux de cette assemblée ; dans ce nombre figuraient, entre autres, des hommes comme Avxentiev, Argounov, Goukovsky, Pitime Sorokine.

La séance a duré 17 heures. La salle avait été transformée en quelque chose d'intermédiaire entre une ménagerie, un cirque, et un pilori. Les tribunes du public, les couloirs, les travées et même la tribune regorgeaient de matelots et de Lettons armés qui mettaient en joue, de temps en temps, les députés qui avaient leur « faveur ».

Dès le premier vote, les bolcheviks durent se rendre compte que la majorité de l'Assemblée leur avait définitivement échappé. Ils ne réunirent que 153 voix contre 204. La « Déclaration des Droits du Peuple travailleur et exploité », dont ils avaient demandé, sous forme d'*ultimatum*, l'adoption immédiate et sans discussion, a été repoussée par l'Assemblée Constituante. C'est alors que les bolcheviks passèrent de la *prévention* à la *répression*.

Les membres non bolchevistes de l'Assemblée Constituante ont été, en séance même, proclamés « contre-révolutionnaires » par la fraction bolcheviste de l'Assemblée qui déclara que le sort définitif de ces « ennemis du peu-

ple » serait réglé par le pouvoir soviétiste, c'est-à-dire par les mêmes bolcheviks.

Au cours de la séance de nuit, la Constituante était dispersée par la force armée d'un détachement de matelots. Le lendemain, elle était déclarée dissoute. Comme d'habitude, cet acte a été commis au nom des travailleurs. Le texte du décret motivait la dissolution de la façon suivante : « Les classes travailleuses ont pu faire l'expérience (Quand ? Sous le tsar ?... Pendant les 17 heures de séance de l'Assemblée Constituante ?... M. V.) que le vieux parlementarisme bourgeois s'est survécu à lui-même, qu'il est complètement incompatible avec le problème de la réalisation du socialisme, que ce ne sont pas des institutions nationales, mais seulement des institutions de classe (comme le sont les Soviets) qui peuvent briser la résistance des classes possédantes et jeter les bases de la société socialiste. » (« Recueil des lois et prescriptions du gouvernement ouvrier et paysan. » — Du 1^{er} janvier au 1^{er} avril 1918. — Deuxième fascicule, page 49.)

Telle a été la fin de la première période, négative et destructive, de l'action bolcheviste dans le domaine politique. Dans l'espace d'un peu plus de deux mois de sa domination, le bolchevisme a réussi à supprimer, sans en laisser de trace, tous les préjugés « de la misérable République bourgeoise et parlementaire » : le self-government des villes et des zemstvos, les organes de la représentation nationale des différentes régions et nationalités et même l'Assemblée Constituante Panrusse qui était l'expression suprême des institutions démocratiques.

Ayant fait table rase de tous les préjugés bourgeois, le bolchevisme s'est mis à construire un édifice nouveau. Il commença par faire le bilan de ses réalisations.

A son Congrès de février 1918, le bolchevisme s'est

donné une définition et une forme précises. Après avoir remplacé, dans la dénomination du parti bolchevik, le terme de social-démocrate par celui de communiste, le Congrès a adopté, sur la proposition de Lénine, un certain nombre de nouvelles thèses pour son programme politique. Le Congrès a reconnu que la réalisation du régime socialiste présume « la liberté et la démocratie au profit des masses travailleuses et exploitées seules et cela dans l'intérêt de leur affranchissement, mais qu'elle ne les présume pas pour la totalité de la nation ». Il a proclamé ensuite « l'exclusion automatique des classes exploiteuses et des représentants fortunés de la petite bourgeoisie » ; « la suppression du parlementarisme, dont le propre est de séparer le pouvoir législatif du pouvoir exécutif », et enfin, « la nécessité de faire fusionner le pouvoir législatif et l'administration du pays ».

Le nouveau programme était destiné exclusivement à l'usage du parti. Pour le pays et pour les relations internationales, les mêmes principes ont été formulés dans ce qui a été appelé la « Constitution de la République Socialiste Fédérative Soviétique Russe », laquelle a été adoptée par le cinquième Congrès Panrusse des Soviets, le 10 juillet 1918, à Moscou, et publiée dans le n° 151 des « Izviestia du Comité Exécutif Central des Soviets des Députés des Paysans, Ouvriers, Soldats et Cosaques et du Soviet des Députés des Ouvriers et des Soldats de l'Armée Rouge de Moscou », daté du 19 juillet 1918.

II

L'ESPRIT ET LA LETTRE DE LA CONSTITUTION SOVIÉTISTE

Le fait d'avoir rédigé une constitution est, en lui-même, un certain tribut payé par le bolchevisme aux préjugés bourgeois, dès le premier moment de la proclamation de la « République socialiste soviétiste ». Loin de diminuer avec le temps, le tribut ainsi payé ne faisait qu'augmenter.

Le bolchevisme s'était insuffisamment assimilé le sens de la définition lassallienne de la constitution, comme résultante des forces sociales, et il avait pris, depuis toujours, une attitude de négation envers toutes les constitutions, et plus particulièrement envers les constitutions écrites qu'il considérait comme des survivances de l'ordre légal bourgeois. Mais lorsque « la République impérialiste présidée par Kerensky » a été détruite par les bolcheviks et remplacée par le régime des soviets, il a fallu, inévitablement, formuler par écrit ce que Steklov, un des idéologues du nouveau régime et l'auteur principal de la constitution, désignait comme un trésor jusqu'alors ignoré par le monde civilisé.

La Constitution soviétiste est venue au monde dans le neuvième mois de l'existence du pouvoir bolcheviste. Quoique ce délai soit amplement suffisant pour permettre un développement organique de ce qui porte le nom de Cons-

titution soviétiste, celle-ci est composée de deux monuments politico-historiques qui sont tout à fait distincts entre eux par leur origine et par leur but et qui sont reliés entre eux par un procédé purement mécanique.

La première Division de la Constitution contient la « Déclaration des Droits du peuple travailleur et exploité » (1). C'est la même déclaration que celle dont les bolcheviks ont donné lecture à la tribune de la Constituante.

Les autres cinq divisions sont consacrées, comme dans n'importe quelle constitution non-communiste, aux « principes généraux », à la structure « du pouvoir soviétiste », au « droit électoral actif et passif », au « droit budgétaire » et aux « armes et pavillon ».

A en juger par sa forme extérieure, c'est là une constitution, comme une autre : il y a une déclaration des droits, il y a six divisions qui se subdivisent en dix-sept chapitres et quatre-vingt-dix articles. En un mot, cela se passe comme dans toutes les républiques dignes de ce nom et même dans certaines monarchies libérales. Mais il suffit de chercher à approfondir tant soit peu l'essence de la Constitution, il suffit d'examiner de plus près un des articles qui contiennent une idée communiste *originale*, pour mettre immédiatement à nu toute l'inanité — et toute l'indigence idéologique de ce que le bolchevisme tente de substituer au démocratisme.

(1) *La Constitution de la République Socialiste Fédérative des Soviets de Russie*, publiée par les librairies du parti socialiste et de l'Humanité réunies (Paris, 0 fr. 25), traduit inexactement la dénomination « République soviétiste » par les mots « République des Soviets ». D'autre part, le titre de la « Division première » a été traduit d'une façon incomplète par les mots « Déclaration des droits du peuple travailleur ». Les citations qui figurent dans notre texte ont toutes été traduites du texte original russe.

La grande Révolution Française a proclamé les droits inaliénables de l'homme et du citoyen. Cette déclaration est devenue la devise de la société nouvelle. Cependant les créateurs de valeurs nouvelles ont voulu s'affranchir des préjugés du Tiers-Etat français. Ils ont remplacé la déclaration des droits de l'individu par la déclaration des droits d'un collectif, d'une classe. Mais on peut distinguer très nettement, dans cette innovation bolcheviste, des traces de la vieille époque antérévolutionnaire du système et de la méthode de l'époque de l'étatisme policier et de ce que l'on a appelé l'absolutisme éclairé.

Les monuments de la Révolution Française sont remplis de grandeur et respirent le pathos et la noblesse. L'apogée de la noblesse et des sentiments élevés de la République socialiste fédérative soviétiste russe a été atteint dans le mot d'ordre qu'elle a été la première à proclamer dans l'histoire et qui dit : « Qui ne travaillera point, ne mangera point ! » (Article 18 de la Constitution.)

Ce mot d'ordre ressemble aussi peu à la devise d'une société nouvelle ou aux formules véritablement socialistes de Fourier, ou de Saint-Simon, que Steklov, l'apologiste de « l'idée du quatrième état », ressemble aux idéologues du Tiers-Etat, à Mirabeau ou à La Fayette.

« La Déclaration » est un document de polémique. Elle a été rédigée pendant les journées critiques de l'existence du pouvoir bolcheviste. C'est au moment où les bolcheviks eurent la preuve absolue qu'ils n'avaient la majorité, ni dans le pays, ni dans la Constituante, c'est à ce moment qu'ils rédigèrent leur ultimatum, auquel ils donnèrent le nom tout à fait impropre de « Déclaration des Droits du Peuple travailleur et exploité ». Dans cet ultimatum, on a donné du tranchant à toutes les questions et à toutes les valeurs. Par son style, il n'est ni au-dessus, ni au-dessous

des habituelles proclamations bolchevistes de tous les jours. Par son contenu, il s'attache moins à proclamer les droits de qui que ce soit qu'à « saluer la politique du Soviet des Commissaires du Peuple », et à « confirmer » l'intangibilité des mesures réalisées par le nouveau pouvoir pendant les premiers mois de son existence. Pour le pouvoir bolcheviste, ce document est un hymne de louanges allant quelquefois jusqu'à la plus vulgaire réclame ; pour ses adversaires, c'est un recueil de menaces où il n'est question que « d'écraser sans pitié ».

La partie de la Constitution qui suit la déclaration, a été rédigée à un autre moment. Elle date de l'époque où le front extérieur était à peine liquidé et où la paix de Brest-Litovsk venait d'assurer aux bolcheviks un soutien non seulement moral, mais même militaire ; où, à l'intérieur de la Russie, il n'avait encore été créé aucun front antibolcheviste ; où les espérances que les bolcheviks fondaient sur la révolution sociale universelle n'avaient pas encore disparu et paraissaient, au contraire, plus proches que jamais de la réalisation. En un mot, c'est au moment où le développement du bolchevisme atteignit son maximum que fut rédigée la partie essentielle de la Constitution de la République soviétiste.

La Constitution est le produit de l'épanouissement du bolchevisme. Elle est l'expression d'un excès de forces cherchant à attirer dans leur tourbillon et à entraîner par leur exemple des pays et des peuples plus inertes. La Constitution forme les tables du nouveau testament qui doit, de l'avis des bolcheviks, mener le monde à une existence nouvelle.

Ces tables devaient établir, avec une évidence absolue, les indiscutables avantages de la « République socialiste soviétiste », et leurs auteurs y ont mis toute la mesure de

l'inspiration et de la force créatrice qui leur ont été accordées par le destin.

Quels en sont donc les résultats ?

Nous devons constater, en tout premier lieu, l'imprécision et la contradiction qui caractérisent cette œuvre.

La Constitution porte officiellement le nom de « Constitution de la *République socialiste fédérative soviétiste russe* ». Cependant, dès son premier article, la Constitution proclame la Russie : « *République des Soviets des Délégués des Ouvriers et Paysans.* » Pour comble de malentendu, le deuxième article réunit les deux motions : « La *République Soviétiste Russe* est une *fédération de Républiques Soviétistes nationales*, fondée sur la base d'une *union libre* de peuples libres ».

Nous devons nous demander, ainsi, ce que les créateurs de valeurs nouvelles ont établi, en fin de compte : est-ce une « République Soviétiste » ou une « République des Soviets » ? La Russie est-elle, dans l'idée des bolcheviks, une République *fédérative* soviétiste unique ou bien la République de la *Confédération* des Soviets, dans laquelle les Soviets de la Grande Russie entrent, comme une des parties consécutives ?

La Constitution est muette là-dessus. Elle ne nous permet même pas d'entrevoir, si les législateurs se sont seulement rendu compte de l'existence du problème ainsi posé. Cependant, au point de vue théorique, ce problème n'est que trop évident. Et, pratiquement, il est un des plus actuels et des plus pressants pour le développement de l'étatisme russe et pour l'existence même du régime soviétiste. Les idéologues de la République Soviétiste n'ont trouvé aucune réponse à cette question. C'est la pratique soviétiste qui s'est chargée de la donner.

Il est extrêmement difficile de déterminer la forme du

gouvernement soviétiste sur la base d'indices *positifs*. Il est, par contre, facile de la caractériser par des indices *négatifs*. La Constitution soviétiste ne dit pas un mot du tribunal. Pas un seul de ses articles ne traite de la façon dont doit être organisée la juridiction ou la procédure. La République Soviétiste *n'est pas* basée sur les principes démocratiques de la liberté et de l'égalité ; les corps élus de la République Soviétiste *ne sont pas* organisés sur la base du suffrage universel et égal ; le scrutin n'est pas direct ; la République Soviétiste *ne connaît pas* la reconnaissance du droit de grève, etc.

La Constitution *ne garantit pas* à tous les citoyens, mais seulement aux travailleurs, ce qu'il est convenu d'appeler les libertés civiles, la liberté de conscience, la liberté d'exprimer ses opinions, la liberté de réunion et le libre accès à l'instruction. A cet effet, la Constitution « met à la disposition de la classe ouvrière et des paysans pauvres tous les moyens techniques et matériels en vue de la publication de journaux, de brochures, de livres et de tous autres imprimés et elle en garantit la libre circulation dans la Russie. » (Article 14.)

Elle « met à la disposition de la classe ouvrière et des paysans pauvres tous les locaux qui conviennent à l'organisation de réunions populaires avec leur aménagement, l'éclairage et le chauffage ». (Art. 15.) Et ainsi de suite. La constitution de la « République socialiste » établit le principe du service militaire universel, mais « le droit d'honneur de défendre la Révolution les armes à la main n'est accordé qu'aux travailleurs. » (Art. 19.)

En un mot, le soviétisme n'a réellement rien de commun avec les principes les plus élémentaires du démocratisme. A en juger par sa *lettre*, la constitution a emprunté davantage au parlementarisme. Et ceci, malgré que la

« suppression du parlementarisme » eût été un des problèmes précis envisagés par les auteurs de la Constitution.

Officiellement, le pouvoir suprême appartient, dans la République soviétiste, au Congrès des Soviets et, dans les intervalles entre les Congrès, au Comité Exécutif Central (Art. 24 et 30). Ce dernier « est entièrement responsable devant le Congrès Panrusse des Soviets » (Art. 29). En vue de la « direction générale des affaires de la République socialiste fédérative soviétiste russe », le Comité Exécutif Central désigne le Conseil des Commissaires du Peuple (Le Gouvernement). Conformément à la Constitution, ce dernier est tenu « de communiquer sans délai tous ces décrets et décisions » au Comité Exécutif Central (Art. 39). Celui-ci « a le droit d'annuler ou de suspendre tout décret ou décision » du Conseil des Commissaires du Peuple (Art. 40). « Tous les décrets et décisions du Conseil des Commissaires du Peuple qui ont, au point de vue de la politique générale, une importance considérable, sont soumis à l'examen et à la ratification du Comité Exécutif Central Panrusse. » (Art. 41.)

Telle est l'organisation du pouvoir central. Les pouvoirs locaux sont, en principe, organisés d'une façon analogue : nous y voyons des Comités Exécutifs « entièrement responsables devant les Soviets qui les ont élus ». (Art. 58.) Il est vrai que les organes centraux ont le droit de contrôler l'action des Soviets qui leur sont hiérarchiquement inférieurs, c'est-à-dire des Soviets de région, de gouvernement et autres. Mais, d'une façon générale, on ne peut pas ne pas reconnaître que le texte de la Constitution soviétiste admet, sans réserve, les principes de la responsabilité, de la subordination et du contrôle. La cinquième division de la Constitution soviétiste incorpore même le principe de la subordination en matière de comptabilité, puisqu'elle pré-

voit la ratification des différents budgets et l'interdiction de faire des dépenses en violation « des articles et paragraphes du budget » (Art. 83 et 85). Et pourtant, ce sont bien là des dispositions que l'on croirait appartenir en propre au « misérable parlementarisme bourgeois ».

Le problème de la « destruction du parlementarisme » s'est trouvé posé devant la Constitution soviétiste à la suite d'un curieux malentendu. Lénine a commis l'erreur (voir plus haut le programme rédigé par lui et adopté par le parti communiste en février 1918) de supposer que le parlementarisme présume « la séparation entre les fonctions législatives et les fonctions exécutives », tandis que la suppression du parlementarisme amènera « la fusion entre l'administration du pays et la législation ». En réalité, c'est, au contraire, le parlementarisme dans sa forme développée, dans sa forme *anglaise*, qui a comme résultat, la fusion entre l'administration du pays et la législation.

Dans le texte de la Constitution soviétiste, cette fusion a été réalisée. Par là même, le principe du parlementarisme a reçu une reconnaissance officielle. Et si néanmoins, la République soviétiste est, effectivement, dénuée de tout parlementarisme, cela tient seulement à ceci qu'elle a, *dans la pratique*, retourné sens dessus dessous, tout le système prévu par la Constitution. Les organes législatifs se sont subordonnés aux organes de direction ; ils sont devenus comptables envers ces derniers et subissent leur contrôle. Pratiquement, ce n'est pas l'administration qui est venue se fondre dans la législation, mais c'est au contraire la législation qui a été transposée dans le domaine de la compétence de l'administration.

Le principe fondamental du droit moderne est l'universalité et l'égalité des droits et des devoirs : il n'y a pas de

droits sans devoirs, il n'existe pas de devoirs sans droits. Ce principe est répudié par le soviétisme.

Ceux qui ne travaillent pas et qui sont privés par la Constitution soviétiste même du droit à la nourriture, sont, logiquement, privés des droits civiques et politiques. Par amplification de la thèse de « la liberté non pas pour tous, mais seulement pour les masses travailleuses et exploitées », la Constitution prive « les classes exploiteuses » non seulement de la liberté, mais également de tous les droits. Seuls, les devoirs leur sont réservés. Les principes de la *démocratie*, du pouvoir du peuple, sont remplacés par les principes du pouvoir des classes travailleuses. Là est le sens, la cheville ouvrière du régime soviétiste.

Mais même dans les limites de la classe ouvrière qui a été dotée par la Constitution de privilèges civiques et politiques, les principes de l'universalité et de l'égalité ne sont pas admis. Il y a des privilégiés parmi les privilégiés, il y a des classes et des catégories qui sont particulièrement favorisées.

La Constitution soviétiste n'accorde pas le droit électoral à *tous* les travailleurs. En dehors des soldats de l'armée soviétiste et de la flotte, ne peuvent en jouir que ceux « qui se procurent les moyens d'existence *par un travail productif et socialement utile* » et « les personnes qui s'occupent des soins du ménage et assurent, ainsi, aux premiers la possibilité de se livrer à un travail productif » (Art. 64 A).

Le droit électoral est subordonné à des conditions censitaires déterminées. Et les stipulations censitaires, elles-mêmes, ne sont point établies sur des indices objectifs, mais dépendent du jugement du pouvoir soviétiste : c'est à ce dernier qu'il appartient de reconnaître à des branches

déterminées du travail la qualité de travail productif et socialement utile.

De même que pour la répartition des biens matériels, des tickets de pain, les citoyens sont répartis en quatre catégories correspondant à leur degré « d'utilité » pour le pouvoir soviétiste, de même les biens abstraits, les droits électoraux, sont accordés aux différentes catégories de citoyens en tenant strictement compte de leur « utilité ». Tandis que les soldats de l'armée rouge et les membres du Parti communiste, qui jouissent des plus grands privilèges, ont droit à une livre et quelquefois même à une livre et demie de pain par jour ; tandis que les ouvriers et les fonctionnaires soviétistes, moins privilégiés, ne s'en voient octroyer que trois quarts de livre, les personnes non privilégiées qui acceptent ce que l'on appelle « la plateforme soviétiste » n'ont droit qu'à une demi-livre de pain par jour et la « quatrième » catégorie, qui englobe tous les autres citoyens, ces parias du régime soviétiste, ne reçoit pas toujours un quart de livre de pain par jour ou même tous les deux jours. Il en est de même de la participation à la vie politique et, en particulier, de la participation aux élections des Soviets : dans ce domaine, les droits sont proportionnés à l'utilité ou, plus exactement, au loyalisme politique des différentes catégories de la population.

L'on ne peut dire que cette façon de qualification civique et politique soit une originalité appartenant en propre à la constitution soviétiste russe. Elle a été largement employée à l'époque de ce que l'on a appelé l'absolutisme éclairé et de l'étatisme policier.

Parmi les actes constitutionnels modernes, seul le fameux article 7 de la Constitution roumaine de Hohenzollern-Sigmaringen est analogue à l'article 64 de la Constitution socialiste soviétiste. Cet article 7 a eu un grand

3

retentissement, puisqu'il a constitué une violation détournée des obligations acceptées par la Roumanie en vertu du traité de Berlin de 1878, et d'après lesquelles la Roumanie devait supprimer, dans ses frontières, toutes les restrictions de droits qui étaient liées à des questions religieuses. L'article 7 prévoit la procédure de naturalisation des étrangers et il est particulièrement dirigé contre la population juive de la Roumanie. Pour cesser d'être un étranger et pour devenir un citoyen jouissant de la plénitude de ses droits, un Juif roumain « doit avoir vécu dans le pays pendant dix ans, à partir du moment où il aura remis au gouvernement une demande de naturalisation et *doit prouver par sa conduite qu'il se rend utile au pays* ».

La Constitution soviétiste n'impose point aux ouvriers soviétistes une preuve aussi prolongée de leur « utilité sociale ». Mais l'arbitraire, avec lequel les droits sont accordés, n'en est pas moindre. Il est, au contraire, aggravé du fait qu'il est entièrement subordonné au jugement du pouvoir qui peut à tout moment reconnaître ou répudier le caractère d'utilité d'un travail déterminé.

Il existe encore une autre distinction entre l'article 64 de la Constitution soviétiste et l'article 7 de la Constitution roumaine. Le premier fixe des limites précises au corps électoral de la République soviétiste ; les principaux cadres d'électeurs sont formés justement en vertu de cet article. L'article analogue de la Constitution roumaine détermine, par rapport à un nombre relativement restreint de citoyens, les conditions, dans lesquelles il peut être fait des exceptions individuelles en faveur de ces citoyens.

Dans les limites mêmes de la classe travailleuse, la Constitution soviétiste donne accès aux droits politiques seulement à ceux et seulement en tant que le pouvoir bolcheviste le juge utile. « La raison d'Etat » soviétiste, appliquée

selon les appréciations du pouvoir soviétiste lui-même, tel est le critérium subjectif, imprécis et par là même arbitraire, qui a été inauguré par le soviétisme pour remplacer le principe du suffrage universel affirmé par le démocratisme.

A la place du principe de l'égalité, la Constitution soviétiste proclame le principe de l'inégalité. Et cela non seulement par la création des catégories de travailleurs et de non-travailleurs, mais encore parmi les travailleurs appartenant à la même catégorie et reconnus par le pouvoir comme s'occupant « d'un travail productif et socialement utile ». Au sein de la même catégorie, les uns ont des droits sensiblement supérieurs à ceux des autres. Et tandis que le fait d'être admis aux droits dépend, de par la Constitution, de l'appréciation subjective du pouvoir, l'inégalité des droits est, au contraire, basée sur des indications *objectives*. Le texte même de la Constitution précise, dans certains cas, avec chiffres à l'appui, les proportions relatives des droits, qui doivent exister entre certaines catégories de travailleurs.

L'inégalité fondamentale est établie d'après la ligne de démarcation qui distingue la *campagne* de la *ville*.

« Pendant le moment de transition actuel », la Constitution de la République socialiste considère, comme son devoir essentiel, « la création de la dictature du prolétariat urbain et rural, ainsi que des paysans pauvres, sous la forme d'un puissant pouvoir soviétiste panrusse, destiné à écraser définitivement la bourgeoisie » (Art. 9). Toutefois, la Constitution du « gouvernement des ouvriers et paysans » n'applique point la même mesure dans l'appréciation du rôle de la ville et de la campagne. En face du prolétariat agraire, même uni aux « paysans pauvres », le prolétariat urbain a tous les avantages.

Un seul travailleur de la ville, dit « électeur urbain »,

est l'égal de cinq travailleurs de la campagne, dits « habitants ».

Le Congrès Panrusse des Soviets, qui est officiellement le pouvoir suprême de la République Soviétiste, est composé de représentants des Soviets urbains, à raison de un député par 25.000 électeurs, et de représentants des Congrès des différents gouvernements à raison de un député par 125.000 habitants (Art. 25 de la Constitution). Les Congrès régionaux sont constitués d'une façon analogue, à savoir : à raison de un député par 5.000 électeurs urbains et par 25.000 habitants.

La même proportion se retrouve dans les Congrès de gouvernement qui sont composés à raison de un délégué par 2.000 électeurs urbains et un délégué par 10.000 habitants (des campagnes). (Art. 53 a et b de la Constitution.)

L'inégalité des droits de la ville et de la campagne dépasse, en réalité, de beaucoup les stipulations de la Constitution. Mais puisque ce chapitre ne doit traiter que de l'esprit et de la lettre de la Constitution, la *pratique* instituée par le régime soviétiste par rapport aux différentes catégories des citoyens travaillant en ville ou à la campagne sera envisagée plus bas.

La Constitution reconnaît le Congrès des Soviets, comme organe suprême du pouvoir de la République Soviétiste. Le Congrès des Soviets n'est pas constitué par l'élection directe de ses membres par le corps électoral lui-même. Une longue chaîne d'organes intermédiaires vient s'interposer entre les travailleurs et l'organe suprême. Tout organe hiérarchiquement inférieur participe à l'élection de l'organe immédiatement superposé. Et tandis que, entre les électeurs urbains et l'organe du pouvoir suprême, il n'existe que deux chaînons ou *deux degrés* d'élections, il existe, entre les électeurs des campagnes et ce même organe, qua-

tre degrés d'élections. Les électeurs des campagnes participent, personnellement, aux élections des Soviets de village ; ceux-ci envoient des délégués aux Soviets de districts ; dans ces derniers, on procède aux élections des conseils de gouvernement, lesquels envoient enfin leurs représentants au Congrès (Art. 25 et 53 b).

Tel est le procédé, d'après lequel est constitué l'organe suprême du pouvoir ; celui-ci doit être convoqué, en vertu du texte de la Constitution, au moins deux fois par an (Art. 26). Dans les intervalles entre les Congrès, c'est le Comité Exécutif Central, élu par le Congrès des Soviets, qui devient « l'organe suprême de législation, d'administration et de contrôle »

Pendant ces intervalles, la chaîne des élections consécutives, qui séparent un électeur de la République Soviétique de son organe suprême, reçoit un chaînon supplémentaire et représente ainsi *trois degrés* d'élections pour l'électeur urbain et *cinq degrés* pour l'électeur des campagnes.

Le principe universellement reconnu de la nécessité de rapprocher, le plus possible, l'électeur et son représentant et d'établir entre eux un lien immédiat, au moyen d'élections directes, n'est pas observé par la Constitution soviétique. Celle-ci le néglige dans de multiples occasions, et ce n'est point là le fait du hasard, c'est, au contraire, le résultat d'un système. Et, cependant, qu'auraient dit les bolcheviks, si les élections à la Constituante Panrusse avaient été faites à deux degrés, au lieu d'être directes ?...

Tout ce système d'arithmétique électorale, de calculs et de bilans entre les différentes catégories d'électeurs présume une délimitation exacte des différents groupements et catégories, à savoir : de ceux qui sont privés de tous les droits, de ceux qui en ont quelques-uns et de ceux qui bénéficient de privilèges. Non seulement au point de vue

politique, mais même au point de vue technique, tout ce système repose sur les mêmes bases que les états censitaires de l'antiquité et du moyen-âge.

Le système électoral de la « République socialiste soviétique » est basé sur ce principe que ce ne sont point les *individus*, citoyens ou travailleurs, qui ont le droit d'être représentés, mais certains collectifs amorphes, dont les limites sont toujours fixées arbitrairement et avec une précision très approximative. La Constitution et, surtout, la pratique Soviétiste ont remplacé la représentation des « ordres » et des « Etats » seulement par des subdivisions nouvelles, dont les principales sont les *curies* économico-géographiques qui groupent, d'une part, les électeurs urbains et, d'autre part, les habitants des campagnes.

La Constitution soviétiste reste muette sur les modalités de la représentation, et ne précise pas si elle se fait d'après le système majoritaire ou proportionnel, et elle ne dit pas non plus si le vote doit être secret ou public. La Constitution laisse ouverte cette question et se contente d'indiquer que « les élections ont lieu conformément aux usages établis » (Art. 66) et de stipuler qu'elles doivent être faites non seulement en présence de la commission électorale, mais encore « d'un représentant du Soviet local », spécialement désigné à cet effet (Art. 67).

Théoriquement, les auteurs et les idéologues de la Constitution se sont prononcés, plus d'une fois, dans ce sens qu'il fallait renoncer au scrutin secret, comme à un préjugé bourgeois, qui est le propre du régime capitaliste. Le système proportionnel a été, également, réprouvé à plusieurs reprises, comme un système qui alimente les coalitions et qui admet la possibilité de la coexistence de groupements opposés. Le système majoritaire qui repose, au contraire, sur l'écrasement et sur l'absorption d'un groupe-

ment par un autre et qui supprime les coalitions, a été reconnu préférable pour ces mêmes raisons.

« Le mandat des députés est d'une durée de trois mois. » (Art. 57.) Mais même avant l'expiration du mandat, « les électeurs ont, à tout moment, le droit de rappeler leur député au Soviet » (Art. 78).

Telle est, dans ses grandes lignes, la Constitution de l'unique République Socialiste qui existe au monde. Telles sont les Tables du testament soviétiste, sur lesquelles ont été gravées les formules de la libération politique de l'esprit humain, puisque c'est dans ce sens que des esthètes dans le genre de Lounatcharsky interprètent la prise du pouvoir par les bolcheviks.

Même sous les apparences soignées que chaque régime cherche à se donner dans le texte de sa Constitution, le soviétisme est rempli d'obscurités et de contradictions. Malgré tout le radicalisme de ses tendances, malgré tout son désir de dire au monde une parole nouvelle, encore inconnue, et de se transporter d'un seul coup, ne serait-ce que verbalement, du domaine de l'indispensable dans celui de la liberté socialiste, le soviétisme piétine sur place, lorsqu'il ne fait pas un bond rapide et décidé, non pas en avant, mais en arrière, dans le domaine de l'absolutisme et du féodalisme.

Nous venons de donner, sous sa forme la plus attrayante, un tableau du régime soviétiste, tel qu'il est représenté par ses propres idéologues et créateurs. C'est le soviétisme pur, le soviétisme en principe, en idée. Nous devons passer maintenant au soviétisme en pratique, tel qu'il est en réalité et non pas tel que l'on veut nous le montrer.

III

LA CONSTITUTION SOVIÉTISTE DANS SA PRATIQUE

La Constitution désigne la République Soviétiste du nom de socialiste. Mais, en dehors du texte de la Constitution, et lorsqu'ils s'adressent à leurs concitoyens soviétistes et non à l'opinion socialiste internationale, les idéologues du soviétisme ne cachent nullement que la Constitution a, au fond, très peu de commun avec le socialisme.

Lénine a déclaré textuellement : « Nous ne sommes pas encore arrivés au socialisme... Nous sommes seulement entrés dans la période *transitoire* qui mène au socialisme. » Et si Lénine recommande, néanmoins, de désigner la République Soviétiste du nom de « socialiste », qui ne correspond pas à la réalité, ce n'est que pour se conformer à la tradition bourgeoise. Celle-ci a, en effet, l'habitude de « qualifier de démocratiques de nombreuses républiques occidentales, quoique tout le monde sache que, parmi les républiques les plus démocratiques, il n'y en a pas une seule qui soit entièrement démocratique ».

La Constitution proclame la création de la République Soviétiste « sur la base de la libre union de nations libres » (Art. 2). Elle laisse le soin « aux ouvriers et aux paysans de chacune des nations de prendre, à leur congrès soviétiste souverain, une décision indépendante et de se pronon-

cer s'ils veulent participer au gouvernement fédéral et sur quelles bases » (Art. 8). Cependant, la pratique soviétiste est entrée, nettement et résolument, dans la voie du centralisme et de l'unitarisme sans pitié. Non seulement la forme soviétiste du gouvernement a été imposée par la force aux peuples et aux régions jusqu'auxquels les bolcheviks ont pu étendre leur pouvoir à la suite de leurs succès militaires, mais encore les gouvernants et les administrateurs leur ont été désignés de Moscou en qualité de plénipotentiaires et de hauts commissaires du Conseil Panrusse des Commissaires du Peuple.

Ce n'est pas à la suite d'un traité international ni d'égal à égal, que l'Ukraine est entrée dans le système de la République soviétiste. Elle y est entrée vaincue matériellement et absorbée politiquement.

Qui donc a gouverné en Ukraine, lorsque celle-ci est tombée au pouvoir du bolchevisme ? Est-ce que ce ne sont pas les mêmes personnes qui ont, en un autre moment, pris d'assaut le Gouvernement Provisoire au Palais d'Hiver, les Antonov et les Podvoyski ? Est-ce que ce n'est pas Latzis, le chef de la Commission extraordinaire de la zone des armées ? Et Rakovsky, qui avait été primitivement chargé des négociations avec les agents de l'hetman Skoropadsky, n'a-t-il pas été désigné, après la chute de celui-ci, par le gouvernement central de Moscou, pour exercer et implanter le pouvoir soviétiste en Ukraine ?

Une fois que Koltchak et Denikine furent vaincus par la force des armes bolchevistes, le fédéralisme, hypocritement proclamé, fut renié et céda sa place au centralisme unitaire officiellement reconnu. Le 23 février *Izvestia* proclamait : « Nos buts ne sont pas consommés par le seul rétablissement de la Russie une et indivisible. Il nous reste encore à vaincre le capitalisme et à instituer la République soviétiste

Internationale ». Ainsi « la Russie une et *indivisible* » — cri de guerre de Denikine et de Koltchak devint aussi bien le mot d'ordre des bolcheviks.

Tandis que, en vertu de son article premier, la Constitution donne aux Soviets tout le pouvoir, central et local, les Soviets n'ont, en réalité aucun pouvoir, *ni* central *ni* local.

Au moment même où ils proclamaient leur mot d'ordre : « Tout le pouvoir local aux Soviets ! » les bolcheviks savaient pertinemment que cet appel ne pouvait pas être pratiquement réalisé partout. Au-delà du Volga, en Sibérie et au Turkestan, il n'existe ni prolétariat, ni soldats indigènes. Dans certains endroits, la population travailleuse est presque exclusivement composée de nomades. En appliquant, ici, le schéma soviétiste, nous arrivons à ce dilemme qu'il ne doit y avoir, dans ces régions, aucun organe du pouvoir ou bien, qu'une infime minorité de soldats et d'ouvriers immigrés et complètement étrangers aux conditions et à la culture locales, doivent substituer leur propre volonté à celle de la population locale.

Le pouvoir des Soviets sur les lieux, qui a été solennellement proclamé par la Constitution, a disparu très rapidement, en fait, et a été officiellement supprimé par le décret du 3/16 avril 1918, concernant les Commissaires provinciaux. L'article 4 de ce décret prescrit : « Les Soviets prêtent une aide absolue à tous les Commissaires extraordinaires ou autres, lorsque ceux-ci ont été désignés par le Soviet des Commissaires du Peuple. Les ordres donnés par ces Commissaires sont *exécutoires* pour tous les Soviets locaux. »

Le pouvoir des Soviets au centre, le pouvoir des Congrès des Soviets et du Comité Exécutif Central, a été supprimé

avant même d'avoir été proclamé par la Constitution, et il n'a jamais été rétabli depuis.

Lorsqu'il réalisait les actes les plus importants, le gouvernement des Ouvriers et Paysans a toujours agi d'une façon entièrement indépendante.

Il n'agissait pas en vertu d'une décision du Congrès des Soviets ou du Comité Exécutif Central, mais *avant* toute décision de leur part et c'est en présence de faits accomplis qu'il mettait, ainsi, les instances de contrôle, prévues par la lettre de la Constitution soviétiste. Il en a été ainsi dans la sombre nuit du 24 au 25 octobre 1917 (vieux style), lorsque l'on a accompli la « Révolution sociale » à *la veille* du deuxième Congrès des Soviets. Il en a été ainsi le 6 janvier 1918, lorsque la Constituante a été dissoute à *la veille* du troisième Congrès des Soviets. Nous avons encore vu la même chose, lors de la « manœuvre géniale » de Trotsky qui a proclamé, à Brest-Litovsk, la fameuse formule : « Ni paix, ni guerre », formule qui a été une surprise pour le monde entier, y compris l'organe suprême de la République soviétiste. Les institutions soviétistes se sont passivement laissées mettre en présence des résultats inattendus de la formule miraculeuse de Trotsky : après l'armistice, les bolchevistes se sont trouvés en guerre avec les Allemands.

D'après la Constitution, le pouvoir soviétiste est responsable devant les Congrès et devant le Comité Exécutif Central, et il est soumis à leur contrôle. Pratiquement, c'est le contraire qui a lieu.

Depuis que le pouvoir bolcheviste a été établi, les membres du gouvernement n'ont été jamais ni remplacés, ni élus par les organes représentatifs. Au moment même du coup d'Etat, ainsi que par la suite, le gouvernement a été composé, remanié et complété par une *auto-désignation* des membres du Comité Central du parti bolcheviste. Les

noms des personnes désignées par les Commissaires du Peuple n'étaient communiqués que plus tard, *post factum*, au Comité Exécutif Central, qui n'avait plus qu'à les ratifier tacitement, comme cela se pratiquait pour des affaires de peu d'importance.

Depuis que le gouvernement du pouvoir bolcheviste existe, il n'y a pas eu un seul cas d'interpellation qui eût abouti à un vote défavorable à un membre quelconque du gouvernement. Serait-ce une preuve que dans la République soviétiste tout va tellement bien qu'un vote défavorable ne peut pas avoir lieu ?

Non seulement les membres du gouvernement, mais même les membres les plus représentatifs d'autres institutions soviétistes sont, en fait, inamovibles, dans la République Soviétiste. Sverdlov, le président du Comité Exécutif Central, lequel remplit, d'après la Constitution soviétiste, le rôle de Parlement, a occupé son poste jusqu'à sa mort. Il en fut de même d'un certain Kalinine. Le secrétaire de ce même Comité Exécutif Central, Avanessov, remplit ses fonctions depuis l'établissement du pouvoir bolcheviste, malgré tous les changements qui ont pu avoir lieu parmi les membres des Congrès et des Comités.

Ce fait est d'autant plus remarquable qu'il existe un article de la Constitution, en vertu duquel « les électeurs qui ont envoyé un député au Soviet ont, à tout moment, le droit de le rappeler ». Notons, en passant, que certains socialistes français considèrent cet article comme le plus remarquable et le plus caractéristique de la Constitution soviétiste.

Il n'est pas niable que, seuls, des gens ignorants peuvent croire sérieusement que le droit de révoquer les députés soit un trait original de la Constitution soviétiste. Un droit analogue existe déjà, depuis longtemps, dans la patrie

de la démocratie directe et c'est sous le nom de « Abberufungsrecht » que nous le voyons fonctionner dans les cantons suisses d'Argovie, de Soleure, de Lucerne, de Thurgovie et de Schaffouse. Quant au système soviétiste, qui donne aux électeurs le droit de rappeler leur député à tout moment, mais qui ne règle pas la *procédure* de ce rappel, il ouvre largement la porte à un arbitraire illimité. Dans les conditions de fait de la pratique soviétiste, le droit de rappel s'est transformé en un instrument de répression envers les députés indésirables et en un moyen de favoritisme envers les fidèles soutiens du pouvoir soviétiste.

Sous le régime soviétiste, le droit ultra-démocratique de contrôle que les électeurs détiennent envers leur député, a été transformé, en réalité, en son opposé, et c'est le gouvernement qui a le droit de surveiller les députés. On se croirait au temps de la Restauration des Bourbons, lorsque le gouvernement tenait des registres spéciaux, dans lesquels il inscrivait les votes des membres de la Chambre Introuvable pour ou contre les propositions gouvernementales.

D'après le texte de la Constitution, les Soviets sont élus pour une durée de trois mois. En fait, cependant, la date des élections dépend entièrement des intentions du gouvernement et nous devons constater que *pas une fois* les Soviets n'ont été renouvelés dans le délai légal de trois mois, tant que la majorité y était assurée aux bolcheviks.

Ce ne sont pas les assemblées élues, le Comité Exécutif Central ou le Congrès des Soviets, qui réalisent les pouvoirs budgétaires en face du Soviet des Commissaires du Peuple. C'est, au contraire, ce dernier qui se sert du budget de l'Etat pour tenir en mains les Soviets. Ce ne sont pas les Congrès des Soviets ou le Comité Exécutif Central qui tiennent les cordons de la bourse, comme il est prescrit par la Constitution ; ce ne sont pas eux qui mettent des

fonds à la disposition du gouvernement, mais c'est, au contraire, le gouvernement qui fixe les moyens d'existence du Comité Exécutif Central.

La pratique du régime soviétiste a, ainsi, créé un ordre nouveau, dans lequel l'organe suprême de la République est entretenu par le gouvernement que, nominalement, il doit contrôler. Les députés sont donc transformés en fonctionnaires rétribués par le gouvernement et se trouvent, par là même, sous sa dépendance.

N'est-ce pas dans cet état des choses qu'il faut chercher la raison essentielle qui empêche, dans le pays de coccagne soviétiste, toute critique indépendante et qui supprime les votes défavorables et les crises ministérielles ?

Quelques chiffres démontreront nettement le degré de dépendance, qui caractérise « l'organe suprême de législation, d'administration et de contrôle » de la République soviétiste.

Pendant le premier trimestre de l'année 1918, le budget du Comité Exécutif Central était de 5.300.000 roubles. Sur ce montant, 72.000 roubles seulement ont été versés sous forme de « dons et de versements bénévoles prélevés sur les salaires ». La différence, soit plus de 5 millions de roubles, provient, en partie, du Soviet des Commissaires du Peuple et, en partie, d'autres ressources du Trésor. Pour les dépenses du Comité Exécutif Central pendant le premier semestre 1919, le gouvernement a affecté la somme de 459 millions de roubles. Serait-il permis de douter que les « dons et versements bénévoles » ont atteint un chiffre de beaucoup inférieur à celui de l'année précédente ?

La Constitution ne dit pas un seul mot sur le secret du scrutin qui est un principe reconnu par toutes les démocraties. Elle ne tient pas compte de ce « préjugé bourgeois » qui prétend qu'un scrutin public fausse la volonté de l'élec-

teur en le plaçant sous la pression directe et sous le contrôle des dépositaires du pouvoir. Elle ne tient pas compte non plus de ce fait que toujours et partout le scrutin public augmente le nombre des abstentionnistes. La pratique soviétiste tient compte, par contre, de ce que le scrutin public favorise le maintien du *statu quo*, et elle applique toujours ce mode de scrutin, en vue d'assurer la réélection des mêmes personnes et la consolidation de l'état des choses établi.

Toutefois, la pratique soviétiste sait avoir recours au scrutin secret lorsqu'il y a lieu de mettre les députés à l'abri du contrôle et de la pression de leurs électeurs, ouvriers, paysans et soldats. Les organes suprêmes de la République ont systématiquement repoussé toutes les demandes de scrutin public, par appel nominal, dans les questions les plus importantes. Cette pratique ne connaît qu'une seule exception : la ratification de la paix de Brest-Litovsk a été votée par appel nominal. Mais la publication des noms des députés avec l'indication de leur vote n'a pas été autorisée, de sorte que le vote nominal en séance est resté pratiquement dénué de toute portée politique.

On peut dire ainsi que la République soviétiste refuse la garantie indispensable à ceux qui ont réellement besoin de se voir assurer la liberté du vote, tandis qu'elle protège, par des mesures particulières, ceux-là même qui devraient être, par leur situation, exposés au contrôle et à la pression des électeurs.

La République soviétiste, qui se réclame d'une « forme supérieure », a, en effet, supprimé le parlementarisme ou, plus exactement, elle l'a mis à l'envers. Ce ne sont pas les Soviets centraux et locaux qui forment la base du régime bolcheviste ; c'est le Conseil des Commissaires du Peuple, le gouvernement, qui tolère, à côté de lui, des organes de

représentation soviétiste dans la mesure dans laquelle ils ne se refusent pas à sanctionner aveuglément sa politique.

Pratiquement, le régime soviétiste n'est pas du tout la dictature impersonnelle d'une classe. Il est, au contraire, le régime ouvertement personnel de Lénine et de son entourage du Comité Central du parti bolcheviste.

Cette constatation ne fait nullement hésiter les défenseurs et les créateurs du régime soviétiste. Bien au contraire, Lénine lui-même a proclamé, au quatrième Congrès des Soviets, la nouvelle vérité suivante : « Il n'y a absolument aucune contradiction de principe entre le démocratisme soviétiste, c'est-à-dire socialiste, et le pouvoir dictatorial exercé par certaines personnalités. » (Voir l'édition française de ce discours sous le titre : *Les Problèmes du Pouvoir des Soviets*, Paris, 34 P.) Et les croyants ont rapidement adopté cette vérité, après tant d'autres.

Un régime personnel se distingue de tout ordre légal justement par là qu'il ne souffre aucune contradiction et qu'il n'admet aucune opposition, même la plus faible. Il ne conçoit aucune critique du régime établi, ni du haut de la tribune des organes représentatifs, ni dans les colonnes de la presse indépendante, ni dans des réunions convoquées, ni dans des meetings ou démonstrations dans les rues. Un régime personnel balaye tous les obstacles qui se dressent sur son chemin. Et plus la force qui ose s'opposer à lui est une force de principe et une force indépendante, plus implacable sera la lutte. Telle est, effectivement, la pratique du pouvoir soviétiste qui recommandait, par la voie de son journal officieux, la *Pravda*, « de réprimer la presse socialiste plus implacablement que la presse bourgeoise et d'imposer, pour un article de journal, des peines plus lourdes que pour un pogrom » (1918, n° 15).

Peut-on considérer comme libre un régime, dans lequel il

n'existe aucune presse, en dehors de la presse officielle et officieuse ! Peut-on considérer comme libre un régime dans lequel le droit d'organiser des réunions est le monopole des éléments favorables aux pouvoirs établis ?

Peut-on considérer comme juste et comme répondant aux intérêts des travailleurs un régime dans lequel le pouvoir achète l'assentiment de ses partisans en mettant gratuitement à leur disposition des locaux de réunions « avec leur aménagement, le chauffage et l'éclairage » ! En parlant des ouvriers de Kharkov, Trotsky les a dénoncés, comme contre-révolutionnaires, et les a comparés à un radis, rouge extérieurement et blanc à l'intérieur. Il suffit d'étendre ce jugement à tous les ouvriers et paysans qui ne font pas preuve d'un loyalisme suffisant, et les voilà privés de tous leurs droits et de tous les biens matériels, en commençant par les salles de réunions et en finissant par leur propre logement et le ticket de pain.

Dans les grandes choses, comme dans les petites, l'arbitraire et le bon plaisir pénètrent, de haut en bas, tout le système soviétiste.

Il n'existe pas de règle générale pour les élections aux Soviets et aux Congrès. Il y a la Constitution écrite, mais elle se borne à indiquer de la façon la plus vague les limites du corps électoral et l'inégalité fondamentale entre les droits de la ville et ceux de la campagne. Les lacunes du texte constitutionnel sont comblées par des « Instructions concernant les élections » et surtout par la pratique. Les « Instructions » sont assez capricieuses et changent avec le temps et le lieu, avec, surtout, les chances d'élection des candidats bolchevistes. La pratique est, par contre, plus ou moins homogène et constante.

Le pouvoir commence par lutter, par tous les moyens et dans toute la mesure du possible, contre le renouvellement

des Soviets dociles. Dans les cas, où, après une opposition prolongée et de multiples sursis, les élections doivent néanmoins avoir lieu, elles sont effectuées d'après les modèles les plus déplorables fournis par les élections bourgeoises. On choisit le moment le plus favorable et on crée artificiellement une atmosphère particulière au bénéfice des candidats bolchevistes. On fait largement usage de tous les moyens éprouvés de l'arithmétique et de la géométrie électorales. Quand il le faut, les morts reviennent parmi les vivants pour la durée des élections. Par contre, nombreux sont les électeurs vivants qui sont provisoirement mis à l'écart de la vie politique.

De certaines catégories d'ouvriers, dont le loyalisme électoral est douteux, et quelquefois des usines entières sont temporairement frappées de lock-out. Ce fut le cas de l'usine d'Oboukhov, de Petrograd, en 1918. De cette façon, les ouvriers à tendances non bolchevistes sont momentanément privés de leurs droits électoraux. Les électeurs fidèles bénéficient, au contraire, de dispositions spéciales qui leur facilitent l'usage du droit de vote. Dans d'autres cas, le droit d'être représenté dans les Soviets est octroyé, à titre de récompense pour des actes déterminés, au lieu d'être un droit reconnu à une catégorie d'électeurs.

Ce fut le cas, par exemple, des ouvriers et employés des chemins de fer, auxquels on a promis une représentation au troisième Congrès des Soviets, à la condition, toutefois, qu'ils « trouveront un langage commun avec les représentants réels du prolétariat ferroviaire ».

Il en a été de même après la dissolution de la Constituante. A titre de compensation, les bolcheviks, membres de la Constituante, ont été nommés d'office membres délibérants du troisième Congrès des Soviets, qui sanctionna la dissolution de la Constituante et fit les premiers pas vers la

paix de Brest-Litovsk. Pour quelles raisons les électeurs bolcheviks, qui ont réussi à faire élire leurs candidats à la Constituante, ont-ils reçu une représentation au sein du Congrès des Soviets, tandis que ceux qui ont également, mais sans succès, voté pour des bolcheviks aux élections de la Constituante, ont été privés de cette représentation ? C'est le pouvoir qui en a décidé ainsi.

Pour quelles raisons le nombre des députés ouvriers est-il le même que celui des députés paysans, alors que le nombre des électeurs ouvriers est de beaucoup inférieur à celui des électeurs paysans ? Pourquoi les soldats ont-ils le droit de voter deux fois, en participant, d'une part, aux élections des députés soldats et, d'autre part, à celles des députés paysans ?

Si les ouvriers et les paysans jouissent de ces faveurs des puissants du jour, c'est seulement à cause de leur loyalisme et de leur docilité. Dans les rangs de l'armée des travailleurs, le pouvoir bolcheviste a ses favoris et ses déshérités. Ces favoris et ces déshérités se retrouvent même dans les limites d'une seule et même catégorie de travailleurs.

Les élections au Soviet des députés ouvriers de Petrograd, qui ont eu lieu en juin 1918, nous fournissent une preuve palpable de cet état des choses.

Par application du règlement général des élections des députés ouvriers, le nombre de ceux-ci est calculé à raison de un député par 500 électeurs ouvriers. D'après les données de l'enquête du Conseil de l'Economie Nationale, il y avait à Petrograd, à la date du 1^{er} avril 1918, 832 entreprises industrielles occupant 144.530 ouvriers. L'évacuation de Petrograd, durant les mois qui suivirent, n'a pas augmenté, mais diminué la population de la capitale, y compris la population ouvrière. Le Soviet de Petrograd devait comprendre au maximum 289 députés. Cependant, les élections de juin

ont donné un Soviet de 700 députés. Dans leur écrasante majorité, les ouvriers avaient des tendances anti-bolchevistes; environ 100.000 ouvriers se groupaient autour de l'opposition anti-bolcheviste représentée par la « conférence des hommes de confiance des fabriques et usines ». La plupart des plus grandes usines, comme celles de Poutilov, d'Oboukhov, de Semianikov, ont voté contre les bolcheviks. Et néanmoins, les différentes nuances de l'opposition n'ont obtenu, au total, que 78 mandats.

Pour se rendre compte comment ce résultat a pu être possible, il faut ne pas perdre de vue le règlement des élections qui a été édicté par une instruction spéciale.

Les fabriques et usines occupant moins de 300 ouvriers ont été privées de toute représentation au sein du Soviet. En dehors des fabriques et usines, il a été accordé une certaine représentation aux grands syndicats professionnels : ceux d'entre eux qui comptaient plus de 2.000 membres ont envoyé chacun 2 délégués, désignés par les commissions administratives des Syndicats. Le Bureau Central, qui est formé par l'union des Syndicats professionnels, a bénéficié, pour sa part, d'une représentation établie à raison de 1 délégué par 5.000 adhérents. Venaient ensuite les délégués des Soviets des différents secteurs de la ville, à raison de 3 délégués par Soviet ; les délégués des « conférences de quartier », à raison de 1 délégué par 1.000 ouvriers ou soldats de l'armée rouge ; des unités militaires de l'armée rouge, y compris celles qui se trouvaient momentanément en dehors de Petrograd, à raison de 1 délégué par 500 soldats ; des comités des usines en chômage momentané, à raison de 1 délégué par comité ; et, enfin, les délégués des chômeurs. (V. l'Instruction publiée dans la *Sievernaïa Kommouna*, le bulletin du Soviet des députés ouvriers de Petrograd, n° 14, du 18 juin 1918.)

On voit, par cet exemple concret, avec quel arbitraire certains ouvriers bénéficient du droit de participer aux élections, et en tant qu'ouvriers d'une fabrique ou d'une usine et en tant que membres d'un syndicat professionnel et, enfin, en tant qu'habitants d'un quartier déterminé. Pendant ce temps, d'autres ouvriers qui sont, sans aucun doute, également des « travailleurs et exploités », mais qui sont occupés dans des usines moins importantes et qui adhèrent à d'autres syndicats professionnels sont privés de cette représentation plurielle. Les coopératives ouvrières et les caisses d'assurances contre les maladies qui sont suspectes au point de vue du Parti bolcheviste, ne jouissent d'aucune représentation au sein des Soviets, alors que les Syndicats professionnels, fidèles aux bolcheviks, reçoivent une double représentation, à savoir : chacun des Syndicats, comme tel, d'une part, et l'ensemble des Syndicats sous la forme du Bureau Central, d'autre part.

Dans sa première partie, l'article 8 de l'Instruction déclare : « Les chômeurs ont les mêmes droits électoraux que les ouvriers occupés ». Et la deuxième partie de ce même article 8 précise : « La représentation des chômeurs se fait exclusivement par la voie des Syndicats professionnels ». Cela revient à dire, pratiquement, que les chômeurs sont mis dans l'impossibilité de réaliser leur droit de vote, étant donné qu'ils sont organisés sous la forme de groupements de quartiers et n'adhèrent point aux Syndicats professionnels. Le pouvoir soviétiste qui est sûr de « ses » Syndicats professionnels, mais à qui les groupements de secteurs des chômeurs n'inspirent aucune confiance, refuse à ces derniers tout droit de représentation.

Concluons : il existe, dans la « République socialiste », des « ouvriers chômeurs » qui sont privés de leurs droits électoraux, au même titre que la grande, la moyenne et la petite bourgeoisie des finances, de l'industrie et du commerce, au

même titre que les intellectuels, que les ouvriers occupés dans des entreprises ayant moins de 300 ouvriers et que les paysans dispersés au milieu de leurs champs.

Fau-iti s'étonner, dans ces conditions, que à l'exception des Soviets, les organisations ouvrières protestent et flétrissent le pouvoir bolcheviste, comme un pouvoir de tyrans et d'usurpateurs ?

Voici ce que nous lisons dans le projet de mandat aux « hommes de confiance de la Conférence de Petrograd », qui a été adopté dans de nombreuses réunions ouvrières dans le courant de ce même mois de juin : « Les organisations ouvrières sont, de nouveau, obligées à n'agir que clandestinement. La presse ouvrière est écrasée. Ni liberté, ni travail, ni pain, ni organisations ouvrières indépendantes, — tel est le bilan de 8 mois de pouvoir soviétiste. La situation de Petrograd n'est pas une exception. Les ouvriers de toutes les villes de Russie se trouvent dans la même situation. Les fusillades de Kolpino et de Sormovo, les arrestations de Sestorietsk et de Moscou, la suppression des organisations ouvrières à Toula et à Yaroslav, — tels sont, durant les quelques derniers jours seulement, les actes du pouvoir gouvernemental qui s'intitule à tort « gouvernement ouvrier »... Notre député devra déclarer que nous n'avons rien de commun avec ce gouvernement. Il jettera, à la face des imposteurs, ce verdict des ouvriers. Il leur dire que nous luttons maintenant pour la liberté, comme nous l'avons fait du temps du tsarisme. La classe ouvrière a créé des Soviets pour défendre ses intérêts de classe. Mais les Soviets se sont transformés en chambres d'inquisition. Au nom des ouvriers, les Soviets font la guerre aux ouvriers. D'accord avec tout le peuple, les ouvriers les considèrent comme des ennemis. » (Cité d'après *l'Echo de Russie*, publication de la délégation du Parti ouvrier social-démocrate de Russie et du Parti des

socialistes révolutionnaires, composée de P. Axelrod, N. Roussanov, V. Soukhomline, n° 4-5, du 15 août 1918, pages 6 et 7. — Stockholm.)

Ignis non sanat, ferrum sanat. Lorsque la Constitution est impuissante, on se sert « d'Instructions ». Lorsque celles-ci ne suffisent pas, on a recours à la pratique soviétiste.

On accumule les moyens d'actions administratifs, on persécute la presse indépendante, on dissout les réunions anti-bolchevistes, on interdit toute campagne électorale, on supprime les droits électoraux de certaines catégories de citoyens... Mais lorsque toutes ces mesures n'aboutissent pas aux résultats voulus, dans les cas excessivement rares, où le mécontentement de la population renverse toutes les barrières et tous les obstacles et réussit à élire un Soviet non bolcheviste, le pouvoir ne se laisse point intimider. Il invalide purement et simplement les élections et dissout les Soviets, au besoin par la force, comme il a dissous tous les organes élus des villes et des zemstvos et les assemblées de représentation nationale de la Blanche-Russie, de l'Ukraine, de la Lithuanie et enfin l'Assemblée Constituante Panrusse.

En 1918, alors que tout le monde n'avait pas encore perdu l'illusion de pouvoir combattre légalement le pouvoir soviétiste, il y a eu de multiples tentatives de créer des Soviets indépendants du pouvoir et que l'on désignait généralement sous le nom de « Conférences ouvrières ». Elles ont eu lieu surtout dans les centres ouvriers, à Petrograd, à Moscou, à Saratov, à Toula, à Sormovo, à Briansk, à Kolomna, etc., mais elles ont toutes abouti au même résultat : à la dissolution des Soviets et à l'emprisonnement des « instigateurs » et des « meneurs ».

A la suite de ces incidents, le pouvoir simplifia encore ses méthodes. En vertu d'un décret spécial du Comité Exécutif Central daté du 14 juin 1918, le Parti des socialistes-

révolutionnaires et celui des social-démocrates (Mencheviks), dont la popularité dans les milieux ouvriers et paysans créait des difficultés aux Communistes, ont été déclarés contre-révolutionnaires et *exclus* du sein de l'organe suprême du pouvoir de la République soviétiste. Le même décret « proposait d'éloigner les représentants de ces partis » de *tous* les Soviets locaux d'ouvriers, de soldats et de paysans. (V. « Izviéstia » du Comité Exécutif Central, n° 21, du 15 juin 1918.)

Si telle a été l'attitude des bolcheviks envers les représentants des partis socialistes, on peut facilement se rendre compte de ce qu'ont été leurs procédés envers les partis plus modérés.

Partout, dans les Soviets, l'autocratie bolcheviste s'est dès lors affirmée sans opposition. En violentant mécaniquement la volonté des électeurs travailleurs, qui osaient penser et agir autrement que le voulait le pouvoir, on est arrivé à réduire au silence tous les adversaires. La critique et l'opposition disparurent dès lors, du sein des institutions soviétistes, de même qu'elles n'existaient plus dans les colonnes de la presse.

C'est là, le secret de cette inébranlable fidélité au pouvoir communiste manifestée constamment par les électeurs et qui a été, aux yeux des étrangers, un mystère inexplicable.

Lorsque nous lisons que le 7^e Congrès des Soviets, qui a eu lieu, à Moscou, en décembre 1919, était composé de 823 communistes, 34 communistes révolutionnaires, 3 communistes ukrainiens et 1 anarchiste-communiste, nous savons que les élections ne pouvaient pas donner d'autres résultats. Le pouvoir soviétiste n'aurait pas admis, en effet, d'autres élections que celles de communistes, plus ou moins alliés aux anarchistes. Pour arriver à ses fins, il ne se serait pas

arrêté devant l'imitation des pires précédents électoraux que nous avons appris à connaître en Bulgarie et en Espagne.

Dans la conscience démocratique du droit, un régime libre est caractérisé par des indices objectifs et positifs, à savoir : par la reconnaissance de l'inviolabilité de la personne, l'égalité des droits, certaines libertés civiques et politiques déterminées, la représentation nationale, l'immunité parlementaire, la liberté de critiquer le gouvernement, le droit de grève, le contrôle budgétaire, la limitation du militarisme, etc.

Admettons que, au point de vue de la dictature du prolétariat, la reconnaissance universelle des droits et des libertés indiqués, eût été équivalente à l'inféodation des classes travailleuses aux classes possédantes. Cependant, il paraîtrait que, dans le cadre plus étroit « du peuple travailleur et exploité », tous ces principes de liberté et de droit dussent être réalisés, au sein d'une République qui s'intitule socialiste et qui prétend être une étape vers le socialisme. Il paraîtrait que le droit de grève, ce droit spécifique des ouvriers, puisque ceux qui ne travaillent pas n'ont pas l'occasion de faire grève, il paraîtrait que le droit de grève dût en tous cas, être reconnu et garanti, sous le régime de la dictature prolétarienne.

Nous avons vu combien subjective et arbitraire est la reconnaissance de ces principes, combien conventionnelle et particulière est l'application des principes d'égalité et de liberté, dans la pratique soviétiste. Il y a plus. Le pouvoir soviétiste n'a renoncé à aucun procédé de gouvernement, à aucune prérogative du pouvoir qui appartiennent en propre aux « misérables républiques bourgeoises ». Il a même adopté de nombreux procédés au pouvoir despotique du tzarisme.

De même que, sous le tzarisme, les lois étaient annulées

par des actes administratifs, de même, dans le système soviétique, les « décrets » annulent les décisions adoptées par les Congrès des Soviets qui sont l'organe suprême de la République.

Au moment où les bolcheviks venaient seulement de prendre le pouvoir, ils ont statué, lors du deuxième Congrès des Soviets que « la peine de mort est supprimée, même au front ». Les Commissions Extraordinaires pour la lutte contre la contre-révolution et la spéculation, qui ont été créées plus tard par la voie de décrets et qui fonctionnent dans les capitales et dans le pays, dans les villes, les gouvernements, les districts, aux armées et dans les zones du front, ces Commissions ont rétabli la peine de mort, dans des proportions inconnues dans l'histoire du monde civilisé. Il est curieux de noter que ces Commissions, qui disposent, d'une façon absolument illimitée, de la vie, de la liberté et des biens de tous les habitants des territoires soviétiques, n'ont pas été établies par décision du Congrès des Soviets ou du gouvernement central. Les signatures du Président et du Secrétaire de la Commission Extraordinaire Centrale ont suffi.

Nous lisons, sous la signature du Président Dzerjinsky et du Secrétaire Ilyne que « tous les Soviets locaux et régionaux sont invités à organiser immédiatement » des Commissions Extraordinaires pour la lutte contre la contre-révolution et la spéculation, les abus du pouvoir et de la presse. Dzerjinsky (qui n'a été qu'un des nombreux bourreaux et pas autre chose) confie à ces Commissions « à partir de maintenant, le droit de procéder à toutes arrestations, perquisitions, réquisitions, confiscations, etc. (?...) qui se rattachent aux crimes ci-dessus indiqués. » (Publié dans le n° 54 du journal du gouvernement provisoire des ouvriers et paysans, du 22 mars 1918. Cité par nous d'après le « Recueil des lois

et décrets du gouvernement » mentionné plus haut, page 170.)

La Constitution ne prévoit pas les Commissions Extraordinaires. Les décrets n'indiquent pas les conditions, dans lesquelles sont désignés les membres de ces Commissions. Mais, de temps en temps, on découvre, parmi les personnes qui ont, sans contrôle, droit de vie et de mort, des criminels du droit commun, des concussionnaires et d'anciens agents provocateurs au service du tsarisme.

La peine de mort est devenue, dans la Russie soviétiste, un fait divers courant et, pour ainsi dire, un usage local. De temps en temps, l'on procède à des exécutions selon toutes les règles rituelles, solennellement et publiquement. Quelquefois, on tue en cachette, la nuit, en toute hâte. Quelquefois, on assassine le premier venu, sans s'intéresser au nom de la victime et sans se demander, qui a donné l'ordre de tuer, ni en raison de quel crime.

La terreur, la surveillance et les tracasseries policières envers tous les milieux de la population de la République soviétiste, sans distinction de classes, ont été le seul domaine, dans lequel les principes égalitaires ont été entièrement reconnus. La torture, le fouet et les bataillons de répression rejettent le pouvoir soviétiste à la pire époque du tsarisme. Mais le pouvoir soviétiste ne se contente pas de ressusciter l'époque antérieure à la Révolution de Février, en instaurant ces horreurs sanglantes qu'il commet au nom de ce même socialisme qui a proclamé la fraternité des hommes dans le travail, comme but suprême de l'humanité. Le pouvoir soviétiste imite le tsarisme également en ce qui concerne les méthodes « normales » de gouvernement.

L'interdiction de se déplacer librement et la création d'un système très méticuleux de passeports ; l'interdiction absolue de toutes démonstrations, manifestations et grèves ; la

déclaration de « l'Internationale » hymne officiel et l'interdiction de la « Marseillaise » hymne national de la France impérialiste et bourgeoise ; la création de décorations et de titres honorifiques et, comme, par exemple, l'étoile et le drapeau rouges et le titre de prolétaire honoraire héréditaire ; la bureaucratisation de tout l'édifice gouvernemental et social, à tel point qu'en dehors du service soviétiste, il n'existe, dans le pays, aucun service, ni aucune profession ; le népotisme et la concussion, — tous ces fameux attributs de l'autocratie des Romanoff ont été de beaucoup dépassés dans la pratique soviétiste.

Les aveux des gouvernants eux-mêmes, qui paraissent se faire mutuellement concurrence par leur franc-parler, sont la meilleure preuve de ce que le tableau, qui vient d'être tracé, n'est ni une invention, ni une calomnie à l'égard du pouvoir « socialiste ».

Zinoviev, le haut commissaire de la Commune du Nord, à Pétrograd, s'exprime presque dans les mêmes termes que nous-mêmes, lorsqu'il déclare : « L'autocratie poursuivait des buts mauvais, mais le mécanisme gouvernemental du tsarisme était bon ».

Et Trotsky lui-même, est-ce qu'il dissimule qu'il est retourné au militarisme de l'époque tsariste : « Nous avons essayé de réaliser notre programme en recrutant une armée de volontaires, en faisant de la propagande et de l'agitation. Mais il s'est trouvé que c'était une bêtise... et nous sommes vus dans la nécessité de créer une armée régulière. Oui, nous reconnaissons que notre armée ne correspond pas à nos principes, mais il n'y avait, devant nous, aucune autre voie pour conserver le pouvoir. » (Les « Izvestia » du Comité Exécutif Central, du 28 février 1919.) A la place de l'ancien mot d'ordre des bolcheviks : révocabilité et éligibilité de tous les chefs, de haut en bas de l'échelle hiérarchique ;

à la place des Soviets de soldats qui ne se sont conservés qu'au fronton de la Constitution soviétiste, l'on nous recommande maintenant tout autre chose qui n'est, cependant, rien de nouveau. « Il faut employer le fer rouge. Il faut créer une armée véritable, régulièrement organisée, avec une discipline intérieure solide et personnelle. Il faut respecter la pensée militaire et la science militaire. Il faut se pénétrer de la conscience militaire. » C'est ainsi que le Napoléon soviétiste envisage la question. (*Pravda*, du 24 mai 1919.)

« Que les enfants affaiblis meurent, que les femmes meurent de faim, que les paysans soient privés de graines pour les semailles, que les plaintes et les cris s'élèvent dans les campagnes, — mais que l'Armée Rouge ne manque de rien. » Tel est le mot d'ordre militariste du pouvoir soviétiste, qui s'appuie sur sa « garde » composée de communistes militants, membres du Parti, et sur ses « divisions sauvages » composées de Lettons et de Chinois:

Que la République soviétiste ait donné naissance à une multitude « d'aventuriers et de filous, de vantards et de fanfarons »; que les institutions soviétistes pullulent de « faïnéants et d'escrocs »; que « les actes d'ivrognerie, de débauche, de concussion, de brigandage et autres, dont se sont rendus coupables la plupart de nos agents, soient si nombreux, si épouvantables que c'est à peine si on peut y croire »; que « dans certaines localités, le mot *commissaire* soit une expression injurieuse », ce sont là des aveux que les chefs et les inspireurs du régime soviétiste font à tout moment, verbalement et par écrit, dans leurs articles de journaux et dans leurs décrets. Nous les retrouvons chez Lénine, Trotsky, Noguine, Zinoviev et chez tant d'autres. (V. le discours de L. Lénine, « Les problèmes du pouvoir des Soviets », page 27. — Paris, mai 1918.)

Comme on le sait, l'art. 16 de la Déclaration des Droits

de l'homme dit : « Toute société, dans laquelle la garantie des Droits de l'homme n'est pas assurée, n'a pas de constitution. »

Dans la société soviétiste, construite sur des indices de classe nettement caractérisés, la garantie des droits de l'homme qui travaille n'est assurée en aucune sorte. On a tout le droit de dire, et non seulement pour cette raison, que cette société n'a pas de constitution.

On peut même affirmer davantage, car il y a de nombreuses raisons pour mettre en doute le droit du système soviétiste de s'intituler une République.

Il est vrai que l'histoire de la France connaît des exemples de formules qui juxtaposaient les indices contradictoires d'autocratie personnelle et de régime républicain et dont le but était de ménager les traditions républicaines de certains milieux de la société. L'art. 1^{er} du Sénatus-consulte du 28 floréal de l'An 12, « confiait le gouvernement de la *République* à l'Empereur qui a pris le titre d'Empereur des Français. »

Le régime soviétiste n'en est pas encore arrivé là. Il se passe du titre d'Empereur non couronné des Communistes. Le régime est encore trop récent pour qu'il puisse être question de la transmission héréditaire du pouvoir. Mais il arrive à chaque pas que, pour les plus importantes fonctions gouvernementales, la désignation des titulaires soit dictée par des raisons de parenté, d'alliance ou de relations personnelles. La femme de Lénine, Mme Kroupskaïa, dirige le département de l'instruction soviétiste ; Mme Lilina, la femme de Zinoviev et Mme Kaméneva, sœur de Trotsky, sont à la tête des Beaux-Arts ; le matelot illettré Dybenko, mari de Mme Kollontaï, a dirigé le Commissariat Maritime jusqu'au moment de son incarcération par les bolchevistes mêmes ; la femme du procureur général Krylenko, l'ancien généralis-

sime, Mme Rozmiriovitch, assiste son mari dans ses fonctions de juge d'Instruction pour les affaires particulièrement importantes ayant trait aux complots et aux attentats contre-révolutionnaires. Ces exemples pourraient être multipliés indéfiniment.

Dès le premier jour de l'existence de la République soviétiste, la désignation de tous les hauts fonctionnaires a appartenu et elle appartient encore actuellement à un petit nombre de personnes, intimement liées entre elles par des intérêts de parti et qui, depuis longtemps, depuis leur séjour à Paris, comme émigrés, se groupaient autour de Lénine et du Comité Central du Parti bolcheviste présidé par lui.

Il ne peut être nié que la volonté du pays est exprimée en Russie, aussi peu par le peuple pris dans son ensemble, que par certaines de ses classes, pour la classe des travailleurs, en particulier. En fait, le pouvoir est absolument irresponsable et n'est lié ni par le droit, ni par la loi, ni même par l'électorat. Loin d'être liés par des formes juridiques, les tribunaux se conforment aux impulsions arbitraires de la conscience et de l'équité révolutionnaires. Est-ce que, dans ces conditions, le pouvoir n'a pas perdu les qualités essentielles qui caractérisent le pouvoir républicain ? Et est-ce que, dans ces conditions, l'on n'est pas fondé de se demander si l'on peut, juridiquement, qualifier le régime soviétiste de République, ne serait-ce que de République soviétiste ?

★★

Entre les opinions et les actes des hommes, il y a la psychologie.

Pour essayer de comprendre, à distance, le régime soviétiste, il ne suffit pas de connaître les principes généraux de la Constitution soviétiste. Il ne suffit pas non plus de savoir, comment cette Constitution est appliquée dans la pratique,

mais il est indispensable d'envisager continuellement et de ne jamais perdre de vue la mentalité tout à fait particulière des hommes qui agissent là-bas. C'est elle qui nous donnera la clef pour la compréhension de l'esprit et de l'essence du système soviétiste. Elle détermine les méthodes du gouvernement soviétiste plus impérieusement que le texte de la Constitution.

Quelques exemples suffiront pour nous faire une idée de cette mentalité. Ils paraîtront d'autant plus expressifs aux lecteurs français qu'il lui rappelleront certains moments de l'histoire de son propre pays.

Au moment où il venait de fermer *tous* les journaux non bolchevistes, non seulement bourgeois ou réactionnaires, mais même socialistes, Trotsky déclarait, le 4/17 novembre 1917, dans une séance du Comité Exécutif Central : « Pendant la guerre civile, le droit d'user de violence n'appartient qu'aux opprimés. Quand la violence est pratiquée par les oppresseurs, elle est immorale. » Est-ce que ces phrases ne font pas revivre dans votre mémoire le souvenir de *Louis Veuillot*, cet autre renégat de la démocratie qui est parti, il est vrai, vers la droite et non vers la gauche, vers la réaction et non vers l'anarchie ! N'est-ce point la même mentalité jésuitique qui guide sa plume lorsqu'il écrit : « Quand je suis le plus faible, je vous demande la liberté parce que c'est votre principe. Quand je suis le plus fort, je vous l'ôte parce que c'est le mien. »

Et est-ce que ce n'est pas la même mentalité de jésuite, quoique teinte de rouge, au lieu de noir, qui fait dire à Lénine, au lendemain de la dissolution de l'Assemblée Constituante : « Tant que la Révolution n'avait pas dépassé les cadres du régime bourgeois, nous étions partisans de la démocratie; mais dès que nous eûmes aperçu les premières lueurs du socialisme dans le développement de la Révolu-

tion, nous avons adopté une attitude de défense résolue et énergique de la dictature du prolétariat. »

Nous pourrions multiplier ici les déclarations faites par d'autres représentants autorisés du bolchevisme. Un certain Boukharine répliquait aux accusations de Kautsky : « Si la classe ouvrière a écrit sur son drapeau : Vive la liberté de la personne ! Vive la liberté de coalition ! Vive le droit de vote ! Cela s'explique par une raison bien simple, à savoir : la classe ouvrière était trop faible. » (*Pravda*, du 30 janvier-12 février 1918.)

Sous une autre forme, le même Trotsky n'a-t-il affirmé : « Si le prolétariat a avantage, tout compte fait, à faire pénétrer sa lutte de classe et même sa dictature dans le cadre des institutions démocratiques, cela ne veut nullement dire que l'histoire lui offre toujours la possibilité de réaliser cette combinaison. » (L. Trotsky, « la Révolution d'octobre » page 102.) N'est-il pas naturel que la même bouche ait prononcé des paroles identiques à celles de Napoléon le petit, qui s'était imaginé être Napoléon le Grand ?

Lorsque Trotsky déclare : « Nous avons piétiné les principes de la démocratie au nom des principes plus élevés de la Révolution sociale », est-ce qu'il obéit à une autre mentalité qu'à celle de Napoléon III qui proclamait, après son coup d'Etat de décembre : « Je suis sorti de la légalité pour rentrer dans le droit. »

Un nihilisme absolu envers les dogmes indiscutés du socialisme international et de la démocratie ; l'affirmation, contraire à tous les principes, que tous les moyens sont autorisés à la condition qu'ils permettent d'atteindre au but immédiat ; un cynisme éhonté en paroles et une implacable « violence sacrée » dans l'action, tels sont les traits essentiels de la psychologie des hommes du régime soviétiste. Ils sont les premiers à ne pas le nier.

Est-ce que, jamais, pouvoir cherchant à justifier ses actes par les intérêts du genre humain et par des considérations d'humanité a dépassé les bornes du cannibalisme et du mépris de l'homme et de la dignité humaine, autant que nous le voyons dans les lignes suivantes :

« Maintenant, nous pouvons constater avec orgueil que, grâce aux efforts puissants de la Révolution, la vie de l'individu, en tant qu'individu, n'a plus aucune espèce d'importance. »

« S'il y a des choses qui nous manquent, nous sommes riches en matériel humain. »

Et, autre part : « Si nous promulguons un décret avisant tous les citoyens de Pétrograd au-dessous de 50 ans, d'avoir à se présenter, tel jour et à telle heure, au Champ de Mars, afin de recevoir 25 coups de verges, 75 % se présenteront sans délai et feront la queue, tandis que 25 % seulement feront valoir un certificat médical les dispensant de cette corvée civique. »

Un démocrate et socialiste de l'Europe Occidentale, ignorant des conditions et des mœurs de la vie russe, ne pourra que difficilement concevoir l'ordre soviétiste. Le régime de la violence soviétiste et le régime de liberté relative, dans lequel l'Europe Occidentale vit même sous la domination de la démocratie bourgeoise, sont, organiquement, trop distincts entre eux. Et ce n'est qu'en tenant compte de la mentalité des dirigeants soviétistes, qu'un étranger consciencieux peut essayer de se faire, du régime soviétiste, une idée à peu près adéquate à la réalité.

IV

LE RÉGIME SOVIÉTISTE, DANS L'IDÉE DES HOMMES D'AVANT-GARDE DES PAYS OCCIDENTAUX.

Dans une interview qu'il a donnée au journaliste anglais Good et qui a été publiée au mois d'octobre 1919 dans les « Manchester Guardian » et « Chicago Tribune », Lénine a déclaré que, si les ouvriers et paysans de l'Occident connaissaient le système soviétiste, ils l'adopteraient.

Nous sommes tout à fait d'accord avec Lénine sur ce point que les ouvriers et paysans de l'Occident ne connaissent pas le système soviétiste. Mais nous croyons que s'il existe encore, à l'Occident ou à l'Orient, au Nord ou au Sud, des hommes qui acceptent le système soviétiste et qui fondent sur lui leurs espoirs, cela provient sensiblement de ce qu'ils ne savent pas ce qu'est le système soviétiste. Cela est vrai non seulement pour les ouvriers et paysans peu documentés, mais également, et quelque étrange que cela puisse paraître, pour les intellectuels les plus éclairés, qui représentent la fleur de la culture et de la civilisation.

Les leaders des masses ouvrières de l'Europe Occidentale et, plus particulièrement, de France, ne partagent pas cette façon de voir. La plupart des leaders et des idéologues socialistes les plus influents ne veulent pas avouer qu'ils ignorent ce qu'est le régime soviétiste. Ils ne veulent pas reconnaître

que s'ils chantent des louanges à ce régime et qu'ils lui votent leur confiance, ils agissent, à proprement parler, par anticipation, ils engagent leur propre crédit, moral et politique.

Nous avons, devant nous, des coupures d'articles de l'organe officiel du parti socialiste français, de l'*Humanité*. Ce ne sont donc pas des affirmations publiées dans des journaux extrémistes et démagogiques ou que nous ayons trouvées dans des feuilles n'ayant aucune portée.

Prenez, dans l'*Humanité* du 10 octobre 1919, l'article de son rédacteur en chef, Marcel Cachin, intitulé « La Réforme Constitutionnelle ». L'auteur est très prudent dans ses conclusions. Il reconnaît que : « Nous *ignorons* encore les résultats de l'application de ces idées neuves » qui consistent dans la « substitution au régime parlementaire de la bourgeoisie d'une hiérarchie d'assemblées à la fois locales et coopératives ». Et M. Cachin fait des réserves en déclarant que « ce n'est pas d'enthousiasme et sans examen qu'il fait décréter (la forme soviétiste) supérieure et définitive ». Nous pouvons dire que cette prudence est, depuis quelques mois, une exception unique dans les colonnes de l'organe de Jean Jaurès.

Il est cependant, très caractéristique que même M. Cachin n'agit que dans un but politique déterminé lorsqu'il reconnaît que le journal dirigé par lui manque d'informations dans cette question. Notons en passant, que cela n'empêche pas l'*Humanité* de réserver, dans ses colonnes, tant de place à des compliments au régime soviétiste. M. Cachin avoue son manque de renseignements sur la forme soviétiste pour accuser le gouvernement de Clemenceau : « Nous ignorons... *puisque* le gouvernement de M. Clemenceau n'a pas voulu nous laisser aller en Russie. »

Nous étions loin d'être d'accord avec la politique de

M. Clemenceau dans la question russe et, plus particulièrement dans son refus de passeports aux socialistes pour se rendre en Russie. Mais nous doutons, néanmoins, que le manque d'informations des socialistes français sur ce qu'est la forme soviétiste puisse être exclusivement porté sur le compte du gouvernement de Clemenceau. Nous savons combien souvent les socialistes français ont su se renseigner sur des questions qui les intéressaient, sans tenir compte des désirs et des autorisations du gouvernement français et même malgré celui-ci.

Quoiqu'il ait été dicté par des considérations tout à fait particulières, l'aveu de M. Cachin est néanmoins une exception absolue et apporte une note discordante dans le chœur des voix qui retentissent tous les jours dans les colonnes de *l'Humanité*. Ce qui caractérise généralement les déclarations de ce journal, c'est l'admiration illimitée du système soviétiste, admiration qui ne connaît aucune modération et qui ne tient compte d'aucune réalité.

Prenons, par exemple, la description que Daniel Renoult fait de la République soviétiste. Il écrit que cette République « a édité sa Constitution *révélatrice* d'une forme de gouvernement absolument nouvelle et qui établit sur une population immense la hiérarchie *harmonieuse et rationnelle* du pouvoir ouvrier et paysan ». (*L'Humanité* du 9 septembre 1919.)

Nous avons déjà indiqué, quel est cet esprit « révélateur » qui pénètre la constitution soviétiste « harmonieuse et rationnelle ». Tous ceux qui ont pu lire, dans l'original, le texte de cette Constitution ou qui ont pu l'entendre commenter par ses idéologues autorisés, savent naturellement, combien peu le tableau tracé par Daniel Renoult est conforme à l'original.

Il ne faut pas croire que l'appréciation faite par M. Re-

noult soit une exception individuelle. Nous avons lu, dans la *Nation* de New-York, un article de M. Evans Clark complaisamment reproduit par l'*Humanité*, et dans lequel il est affirmé de la façon la plus sérieuse que « *il n'y a pas de Constitution plus démocratique que la Constitution des Soviets* »; que celle-ci représente « une pyramide de responsabilités » et que, par exemple, Trotsky et Lénine « ont une double responsabilité, comme membres du Congrès Panrusse des Soviets et du Soviet local de leurs districts. » (V. l'*Humanité* du 21 avril 1919.)

Je m'imagine l'indignation des idéologues du bolchevisme en Russie, lorsque ces lignes sont parvenues jusqu'à eux. Alors qu'ils ont cherché à supprimer, idéologiquement et pratiquement, toutes les survivances du démocratisme bourgeois et contre-révolutionnaire, voilà que leurs amis, empressés, mais peu renseignés, proclament *urbi et orbi* que la Constitution soviétiste est la plus démocratique du monde entier. Ces amis, plus dangereux, en vérité, que des ennemis, n'attestent-ils pas ainsi que la Constitution soviétiste serait une des plus serviles des plus « petit bourgeois », des plus banales, puisque c'est en ces termes que *Lénine*, la *Pravda*, le *Rabouchy Pout* et les *Izviéstia* ont toujours stigmatisé les constitutions démocratiques.

Il ne faut pas oublier que non seulement l'idée, mais même le mot de démocratie est absolument inacceptable pour le bolchevisme. Au troisième Congrès des Soviets, Lénine a déclaré : « La démocratie est une des formes de l'état bourgeois qui est défendue par tous les traîtres au socialisme véritable ». Quant aux adeptes de Lénine moins instruits que lui théoriquement, ils ne choisissent pas leurs expressions et ils remplacent les arguments par de simples insultes : « La démocratie est un mensonge bourgeois; l'idée de la souveraineté nationale est profondément réactionnaire;

la démocratie est l'opportunisme; la démocratie est la ruine, le sabotage et l'appel au pogrom. » (V. *la Pravda* du 17 février 1918.)

Les caractéristiques dans le genre de celle de M. Daniel Renoult que nous avons citée plus haut, ne se contentent pas de raisonnements abstraits. Elles n'hésitent point devant des affirmations politiques. « *La preuve est faite*, a écrit dans un autre article le même M. Renoult, — même pour les ennemis de la Révolution, que le bolchevisme a derrière lui le peuple russe. » (*L'Humanité* du 31 octobre 1919.)

Nous qui ne sommes pas des « ennemis de la Révolution », mais ses amis les plus dévoués, nous ignorons, où Daniel Renoult a pu trouver que « la preuve est faite ». Cependant, même sans être autrement motivée, cette affirmation, à force d'avoir été répétée un certain nombre de fois, a acquis un certain caractère d'authenticité dans l'esprit des personnes mal renseignées.

Lorsque nous trouvons des affirmations de ce genre chez Jacques Sadoul, nous estimons que cela est naturel, puisque nous savons qu'elles sont dictées par sa tendance manifeste et notoire de montrer en noir tout ce qui est anti-bolcheviste, et en rose, ou plutôt en rouge, tout ce qui est bolcheviste. Cette même partialité tendancieuse a poussé Sadoul à affirmer « que le pouvoir des Soviets est actuellement soutenu par l'écrasante majorité des ouvriers et paysans », et lui a donné le courage de prétendre que « la devise fameuse : *tout le pouvoir aux Soviets* » est équivalente à « tout le pouvoir *directement* remis aux ouvriers et aux paysans ». Or, nul n'ignore que ni constitutionnellement, ni pratiquement, les Soviets n'ont *jamais* été basés sur l'élection *directe* des députés. La même partialité a aidé Sadoul à trouver le moyen de calmer la conscience de ses « camarades de France, démocrates sincères » qui « s'indignent de la dis-

solution de l'Assemblée Constituante par le gouvernement des Soviets ». Sadoul a, en l'espèce, tout simplement dénaturé les faits, brouillé la chronologie et attribué à ses camarades ce dont il est lui-même responsable. « Ils ignorent, évidemment, déclare Sadoul d'un ton dégagé, que les députés à l'Assemblée Constituante avaient été élus en septembre 1917, quelques semaines *avant* le coup d'Etat maximaliste. » (V. Jacques Sadoul. *Notes sur la Révolution bolchevik*. Edition de la Sirène, Paris. Pages 417-418.)

Cependant, seule une partialité tendancieuse et ne voulant tenir compte de rien, pouvait effacer, dans la mémoire de Sadoul, le fait que les bolcheviks avaient réalisé leur coup d'Etat avec le mot d'ordre d'assurer les élections et la convocation de l'Assemblée Constituante et que, nulle part, les élections n'ont eu lieu en septembre, comme l'affirme Sadoul, ni même en octobre. Ainsi qu'il avait été décidé encore par le gouvernement de Kérensky, les élections à la Constituante ont eu lieu, dans la plupart des collèges électoraux, le 12/25 novembre. Là, où la guerre civile a empêché les élections de se faire le 12/25 novembre, celles-ci ont eu lieu le 19 et le 26 novembre, et, dans certains endroits même, dans le courant du mois de décembre.

Lorsque des affirmations contraires à la réalité proviennent de Jacques Sadoul, nous le comprenons et nous ne nous étonnons pas : il est lié par sa situation — noblesse oblige... et noblesse soviétiste autant qu'une autre.

Mais lorsque, à l'occasion du deuxième anniversaire du coup d'Etat bolchevik, nous voyons dans les colonnes des journaux socialistes et sur les murs de Paris autre chose qu'un extrait des lettres de Sadoul, autre chose que l'opinion personnelle de Daniel Renoult, lorsque nous voyons une déclaration collective d'une organisation socialiste aussi importante que l'est la Fédération de la Seine, nous ne pouvons

pas ne pas nous étonner et ne pas nous indigner en y lisant les lignes suivantes : « Nul ne saurait nier aujourd'hui qu'il (le gouvernement bolchevik) est le gouvernement voulu par l'immense majorité du peuple russe. »

Nous autres, révolutionnaires socialistes et *démocrates* russes, si nous n'affirmions pas que, loin de le vouloir, l'immense majorité du peuple russe est hostile au gouvernement bolchevik, nous n'emploierions pas, pour le combattre, les méthodes que nous avons employées et que nous avons cru indispensables d'employer. Les bolcheviks russes s'acharnent à nier, idéologiquement et pratiquement, les principes de la démocratie, les principes de la majorité, justement parce qu'ils ne nient pas, quant à eux-mêmes, le fait de se maintenir par la force de la dictature d'une minorité. Le dernier de ces aveux officiels a été fait par l'envoyé soviétiste Litvinov, au cours de ses négociations avec le délégué anglais O'Grady. Ce n'est ni immédiatement, ni même rapidement, qu'ils sont arrivés à cette constatation. Ils y sont arrivés seulement lorsqu'ils se sont nettement rendu compte que la majorité du peuple russe ne se rangera, en aucun cas, du côté du bolchevisme et de ses méthodes gouvernementales.

L'audace originale et indiscutable du bolchevisme consiste justement en ceci : qu'ils ont, ouvertement et résolument, fait de la nécessité une vertu. Dégagés de tous préjugés, les bolcheviks ont élevé à la hauteur d'un principe leur système gouvernemental, qui consiste à défendre les intérêts du peuple, tels qu'ils sont compris par les gouvernants, et sans tenir aucun compte de la volonté de ce même peuple. Les naïfs, Daniel Renoult, ont pris, à distance, pour « une forme (de gouvernement) absolument nouvelle » cette forme de gouvernement qui est vieille comme le despotisme.

Les tentatives de « spécialistes » des affaires russes de l'*Humanité* (F. Caussy et André Pierre) nous fournissent

la meilleure indication, jusqu'où vont les efforts d'une certaine partie des socialistes français faits en vue de prêter au bolchevisme russe un aspect convenable et afin de l'offrir et de le recommander à l'attention publique comme un exemple digne d'être suivi.

L'*Humanité* du 1^{er} octobre 1919 publie, sans aucune réserve et en gros caractères, les affirmations suivantes de F. Caussy : « Les bolcheviks n'ont pas employé la force pour s'imposer à l'opinion ; au contraire ils l'ont employée pour renverser un gouvernement, puis une assemblée qui ne correspondaient plus à l'opinion. »

L'auteur ne nous dit pas où il a pris que le gouvernement et l'Assemblée (il s'agit évidemment de l'Assemblée constituante ?) « ne correspondaient plus à l'opinion ». Or, nous savons qu'en réalité c'était exactement le contraire de ce qu'affirme F. Caussy. Si les bolcheviks croyaient, ne serait-ce que pour une faible part, à ce que F. Caussy veut faire accepter à ses naïfs lecteurs, ils auraient depuis longtemps convoqué une deuxième Assemblée constituante, après avoir dissout la première. Mais si les bolcheviks sont tellement intraitables justement dans cette question, c'est qu'ils savent trop bien qu'ils ne pourront jamais réussir à convoquer sur la base du suffrage universel une Assemblée constituante qui leur convienne. C'est pourquoi la convocation d'une Assemblée constituante est bien la seule chose que les bolcheviks ne pourront faire à aucun prix, pas même à l'heure actuelle, lorsque, malgré tous leurs succès militaires, le régime bolchevik se trouve dans une situation critique et qu'il est prêt à toutes les concessions pour aboutir à tout prix à la paix avec l'Entente.

Mais ce n'est pas F. Caussy qui détient le record dans la justification du bolchevisme. Ce record appartient indiscutablement à André Pierre. A entendre celui-ci, l'Alle-

magne n'a pas été vaincue par les Français, les Anglais, les Américains et les autres alliés. Elle l'a été... par la stratégie communiste de Trotsky, à Brest-Litovsk : « L'histoire impartiale (!) dira que la victoire finale des alliés est due autant, sinon plus (!), à la stratégie diplomatique de Trotsky à Brest-Litovsk, qu'à la stratégie militaire du maréchal Foch, qui n'a pas libéré le territoire français. » (*L'Humanité*, n° 5.646.)

Du moment qu'il a pu être tracé un tableau aussi limpide des antécédents du régime soviétiste, du moment qu'il a été reconnu qu'il est, en somme, la cause première de l'écroulement de l'impérialisme germanique, il est tout naturel que Amédée Dunois ait pu croire, de tout son jeune cœur et de toute son âme, que la « République rouge » est en réalité une véritable « République socialiste ». Il est évident que lorsque l'on a été touché par cette foi il ne reste plus aucun doute, ni même aucune incertitude : « Aujourd'hui, il n'est plus permis de discuter. Nul d'ailleurs parmi nous ne songe plus à le faire. » (*L'Humanité* du 7 novembre 1919.)

Et, emportée par la fièvre de la lutte électorale, *l'Humanité* a, malgré les réserves de son rédacteur en chef, M. Cachin, abandonné tous ses doutes et toutes les discussions sur la valeur du régime soviétiste. Dans une note, datée du 3 novembre 1919, la rédaction témoigne sans hésitation que « Lénine incarne pour nous, depuis ces deux ans, la révolution russe ». Elle lance cet appel : « Tous au secours de Lénine ! Tel est, en deux mots, notre programme. » Faut-il s'étonner après cela que, dans l'ardeur de la campagne électorale, les collaborateurs de ce journal qualifient de « généreuse » la Constitution soviétiste malgré son mot d'ordre canibale : « Qui ne travaille pas ne mangera pas. »

Il me semble que parmi tous ceux qui ont écrit et écrivent encore, dans l'organe de Jaurès, sur le régime soviétiste,

c'est encore F. Caussy qui en comprend le mieux la nature.

Evidemment, un démocrate ou un socialiste russe peut difficilement s'abstenir de traiter F. Caussy d'insulteur du peuple russe, comme l'a fait, dans son numéro 3, le journal *Pour la Russie*, publié par les socialistes et des révolutionnaires russes, qui ne sont pas des néophytes, mais de vieux lutteurs éprouvés par de longues années de combats et de souffrances.

Un patriote russe ne peut naturellement pas rester impassible lorsqu'il lit, par exemple, les lignes suivantes : « Si, de part et d'autre, les gouvernements sont dictatoriaux, c'est que le peuple russe est formé presque exclusivement de paysans à peine sortis de l'esclavage et généralement illettrés ; c'est que leur masse est incapable de se gouverner elle-même tant qu'elle n'aura pas reçu l'instruction primaire et l'éducation politique... Le gouvernement tempéré que certains démocrates prétendent instituer est impossible. » (*L'Humanité* du 10 novembre 1919.)

Ou encore : que, pour la Russie, la terreur est inévitable et salutaire parce que ce « pays compte 50 % d'illettrés qui sortent à peine du servage féodal » et que « le peuple n'y a jamais eu de vie politique ». (*L'Humanité* du 15 septembre 1919.)

Mais que F. Caussy ait malgré tout, ouvertement et sans ambages, reconnu le régime soviétiste, comme le « *nouvel absolutisme* », cela fait honneur à son courage et à sa clairvoyance, car c'est un fait que nous ne discuterons pas.

En face de cette clairvoyance, il devient particulièrement étrange que malgré toute la précision de leur analyse et malgré toute la finesse de leur sensibilité, les représentants de la science et de l'art aient pu ne pas remarquer, dans le bolchevisme, ce qui a sauté aux yeux à Caussy lui-même malgré sa partialité politique et sa courte vue. Il devient incompré-

hensible que la fleur de l'intelligence française, les maîtres des esprits et des âmes de la France moderne, acceptent et trouvent digne d'être poétisé le régime qui voue au néant non seulement la démocratie, mais encore les forces intellectuelles et toute la culture matérielle.

Avec toute l'autorité de son intuition poétique, avec tout le poids que lui confère sa situation de lutteur reconnu pour la cause de la liberté en France, Henri Barbusse se risque à certifier aux auditeurs attentifs à sa voix que « la loi organique de la république des soviets de Russie » est « une Constitution intégralement socialiste ». (*L'Humanité* du 12 octobre 1919) « Pour tout homme de bonne foi, cette Constitution apparaît parfaitement cohérente et basée sur de grandes lois morales et logiques ». (Voir Notes de Jacques Sadoul, préface de Henri Barbusse, page 13.) Henri Barbusse va même plus loin lorsqu'il affirme que, réellement, les bolcheviks « ont réalisé une expérience socialiste ». (*La République russe*, n° 16 du 26 novembre 1919.)

Le manifeste collectif du groupe « Clarté », signé des noms d'Anatole France, Henri Barbusse, Victor Cyril, etc., caractérise également la république soviétiste comme ayant soi-disant réalisé « la prise du pouvoir par le peuple » et comme étant « hardiment et intégralement socialiste ».

L'admiration devant les soviets va presque jusqu'à l'adoration. « Soviet, cet organe souple, sobre, précis, compétent, devient dès lors notre modèle à tous », écrivent P. Vaillant-Couturier et R. Lefèvre dans leur lettre intitulée « Députés contre Parlement » (page 9).

Parmi les hommes avancés de nos jours, il est très à la mode de se montrer un fervent de la Constitution soviétiste, non seulement en France, mais dans les autres pays de l'Occident également. Il n'est pas de snob radicalisant qui ne considère pas comme de son devoir le plus strict d'exprimer

son estime et son admiration pour cette nouvelle forme d'Etat.

En Allemagne, le leader du centre catholique, Erzberger, a également payé son tribut à cet engouement en déclarant, du haut de la tribune de Weimar : « Le principe suivant lequel celui qui ne travaille pas ne mange pas doit être la base de la nouvelle république allemande. » De nobles candeurs comme le sont les « activistes » allemands, qui se groupent autour de Kurt Hiller, Foerster, Nicolaï, Schuecking, etc., croient également devoir se prononcer : « Nous approuvons le système des conseils et la dictature du prolétariat. » Il est vrai qu'ils ajoutent : «... sans ses méthodes de violence ». Ils disent plus loin : « ...comme correctif du système de Lénine, nous voulons d'ailleurs, à côté de la dictature du prolétariat, la dictature des intellectuels... ». Dans leur désir d'être tout à fait originaux, d'embrasser l'infini et de concilier ce qui n'est pas conciliable, ils résument : « L'activisme vaut dans l'ordre politique la synthèse de Lénine, de Wilson et de Platon. »

Mais c'est dans les esprits et les cœurs des partis socialistes de l'Europe occidentale que l'idée du soviétisme, comme d'une forme gouvernementale plus parfaite et offrant une garantie plus sûre aux intérêts des travailleurs, a pénétré le plus profondément et le plus solidement. Elle s'est répandue comme une épidémie et a entraîné non seulement des individus ou des groupements, mais même, dans certains cas, des partis entiers, qui ne sont pas toujours des partis communistes. Tout en se délimitant du bolchevisme russe et du soviétisme à la russe, les partis socialistes occidentaux sont arrivés à croire très sincèrement que le soviétisme, ce nouveau principe vital, est appelé à transformer la société moderne.

Il y a lieu, toutefois, de constater que, malgré tout l'en-

gouement pour le système soviétiste, l'idée que l'on se fait de ce système et de la place qu'il pourrait occuper dans le processus général du développement historique manque de précision et de cohésion. Tous les fervents de la nouvelle mode estiment que les soviets sont pour le moment une valeur indispensable et considérable. Mais c'est dans la question des rapports entre les soviets et la démocratie et même le socialisme que nous constatons des contradictions et une entière confusion.

Les uns ne renient pas la démocratie et lui restent fidèlement attachés, mais ils estiment que les institutions démocratiques sont frappées de paralysie, et ils croient qu'une greffe de soviétisme apportera la guérison nécessaire. D'autres sont fermement convaincus que la démocratie n'existe plus : elle est morte et rien ne pourra la faire revivre ; le règne des soviets est appelé à prendre sa succession.

D'autres encore veulent adopter les soviets tout en conservant la démocratie sinon pour le moment, au moins pour l'avenir. On arrive ainsi à des formules tout à fait extraordinaires : par les soviets au socialisme pour la réalisation de la démocratie.

Les uns s'imaginent l'étape transitoire qui mène au socialisme, comme la dictature du prolétariat ; d'autres, comme la dictature des travailleurs. Les uns l'appuient sur la grande majorité du prolétariat organisé, d'autres sur la majorité de la nation. Les uns envisagent les soviets à la place des institutions parlementaires, d'autres les font coexister.

Pendant le dernier congrès du parti socialiste italien, qui s'est tenu à Bologne, Lazzari a souligné plus d'une fois, qu'il était un vieux démocrate. Et en même temps, dans son ordre du jour, il « déclare que le concept de la conquête des pouvoirs publics pour leur transformation, inscrit au programme de 1892, doit être modifié dans ce sens que la

conquête vise au remplacement de ces pouvoirs par les conseils des travailleurs, auxquels devra passer le pouvoir politique. » (Voir *Humanité* du 12 octobre 1919.)

Serrati, au contraire, dans son langage nettement bolcheviste, s'éleva avec énergie contre ce terme de démocratie qui cache, en réalité, toute autre chose et que la démocratie, telle qu'on l'entend aujourd'hui, est l'ennemie du socialisme. Serrati, et la majorité du parti socialiste italien, dont il est le chef, préconisent l'adhésion à la troisième Internationale de Moscou, ce qui ne les empêche pas de se découvrir des divergences de vues avec les communistes dirigés par Bordiga, non seulement dans les questions de tactiques, mais même dans des questions de principe.

Dans les rangs d'un seul et même parti socialiste qui a adopté le principe soviétiste comme un article de foi, sans s'être rendu nettement compte de sa teneur, nous pouvons nous heurter à des conceptions presque contradictoires de ce principe. Haase, le leader décédé du parti socialiste indépendant d'Allemagne, conciliait, au moins dans son esprit, la démocratie avec le soviétisme, le système des soviets avec le parlementarisme. Daumig, un des chefs actuels de ce même parti, considérait au contraire comme « une utopie l'idée d'arriver au socialisme par la démocratie. *Il faut tendre à la démocratie par le socialiste.* »

Cette déclaration fut nouvellement confirmée par Crispian, qui parlant cette fois au nom de tout le Parti des socialistes indépendants vient d'écrire que « le socialisme amènera l'avènement de la vraie démocratie ». (V. *l'Humanité* du 12 mars 1920.)

Helfferding repousse aussi bien la tentative de reconstruire l'Internationale avec Bruxelles qu'avec Moscou. Quant au parti dans son ensemble, il convient de reconnaître que dans son récent congrès de Leipzig il « est d'accord avec la troi-

sième Internationale sur l'idée de réaliser le socialisme par la dictature du prolétariat, en prenant pour base le système des soviets ». Pratiquement, il a voté le principe de la réunion à l'Internationale de Moscou (Voir *Humanité* des 12 et 14 décembre 1919.)

A la Conférence internationale de Lucerne, Crispin, le leader actuel des socialistes indépendants d'Allemagne, a déclaré : « Où il y a lutte de classe, il ne peut y avoir de démocratie. » A quoi de Brouckère, un des délégués du parti socialiste belge, rispostait : « Mais nous avons, depuis longtemps, inscrit sur notre drapeau le principe de la lutte de classe sur le terrain de la démocratie. »

Mac Donald se demandait, à la même conférence : « Croyons-nous à la démocratie ? Là est la question essentielle et nous devons lui répondre par un *oui* convaincu. » Et le Hollandais Troelstea était non moins sincèrement persuadé que « les Parlements actuels et la démocratie purement politique n'offrent plus une satisfaction suffisante. La vie économique, les groupements sociaux doivent obtenir leur propre représentation au sein du Parlement politique ». Et alors que Troelstea voyait « le devoir de l'Internationale dans l'élaboration » d'un tel système, qui se séparerait, sur certains points, du système bolcheviste des soviets pour le réaliser d'une façon plus parfaite que n'a pu le faire le système de Lénine », Vandervelde, le vétéran de l'Internationale, entrevoyait, lui, deux conceptions contradictoires de la démocratie. Et c'est dans cette contradiction que se trouve résumée toute la différence entre la deuxième et la troisième Internationale ». La troisième Internationale veut réaliser dès maintenant la Révolution de la minorité, tandis que la deuxième aspire à la révolution réalisée par la majorité. » (Voir *la Feuille*, journal d'idées et d'avant-garde ne se rattachant à aucun parti. Lucerne du 3 au 7 août 1919.)

Conformément à l'interprétation donnée par leur leader, Friedrich Adler, les conseils des délégués ouvriers autrichiens sont des organes destinés à assurer le contact du *parti ouvrier* avec les masses, à lui faire connaître ce que sentent et pensent les ouvriers de fabriques. Pendant ce temps, les conseils ont été reconnus par la Constitution allemande, comme des institutions d'Etat et non de parti pour la défense des intérêts économiques et sociaux des travailleurs. De par la Constitution, ils ont le droit de collaborer à la confection des lois de socialisation, et le gouvernement devra leur soumettre, à titre consultatif, tous les projets de lois de nature économique et sociale. Dans ce domaine, le conseil central des ouvriers a le droit d'initiative et pourra se faire représenter, devant le Reichstag, pour la défense de ces projets.

Nous sommes en présence d'un fait indiscutable : les Soviets ont de nombreux partisans, tant dans le domaine des spéculations théoriques que dans celui des réalisations pratiques. Et il est aussi indiscutable que de nombreux esprits sont moins attirés par les charmes positifs du système soviétiste qu'ils ne se sentent repoussés par la mollesse et la décomposition que l'on constate dans les rangs de la démocratie et dans les institutions et les mœurs démocratiques.

La force essentielle du système soviétiste repose moins dans son attrait et dans sa valeur propres que dans la faiblesse et dans la crise traversée par la démocratie internationale, depuis le commencement de la guerre. Cette crise qui est loin d'être terminée avec la fin de la guerre, continue à être puissamment entretenue par les circonstances. La spéculation, l'anarchie de l'échange et de la répartition provoquent la cherté de la vie, le chômage et, avec eux, la panique générale et la confusion des esprits.

Dans ces conditions, les milieux socialistes eux-mêmes ne furent pas épargnés et parmi les militants se trouvèrent des

profiteurs de guerre. Charles Rappoport n'a-t-il pas déclaré au dernier Congrès de Strasbourg, qu'il voulait profiter lui aussi « du massacre mondial, non pas comme Loucheur — ajoutait-il, — mais comme Lénine ». (*L'Humanité* du 29 février 1920.)

Dans cette atmosphère morbide, les Soviets eux-mêmes peuvent paraître un moyen capable d'insuffler un esprit nouveau et de donner des forces nouvelles à l'organisme vieilli de la société actuelle.

C'est en surmontant les difficultés extérieures, qui affectent gravement les forces et l'esprit de la démocratie, que l'on fera le premier pas vers la fin de la nouvelle mode, dont le principal attrait est de se différencier de l'ancienne. Quant au système soviétiste, toute sa doctrine et toute sa pratique sont, pour la conception et pour le milieu socialistes, effectivement, une innovation complète et inattendue.

V

LE SYSTÈME SOVIÉTISTE ET LES PRINCIPES DE LA DÉMOCRATIE

« Le moyen d'avoir raison dans l'avenir — disait Renan — est, à certaines heures, de savoir se résigner à être démodé. »

Nous devons dire, même au risque d'être démodé, que, tel qu'il a trouvé son expression dans la Constitution et tel qu'il s'est formé dans la pratique, le système de gouvernement soviétiste ne possède aucun des avantages de la méthode gouvernementale démocratique. Il réunit, par contre, non seulement tous les défauts du régime démocratique, mais également ceux du régime censitaire et despotique.

Dans le processus de la Révolution russe, les Soviets ont été des organisations de classe, appelées à la vie par les besoins de la période révolutionnaire transitoire et destinées à disparaître avec celle-ci. Les Soviets ont été les succédanés des organisations politiques. Ils ont surgi par suite de l'insuffisance du développement politique, par suite de la *faiblesse* — et non de la puissance — de l'organisation de la classe ouvrière en Russie. Et c'est cette faiblesse d'organisation — qui n'est d'ailleurs pas la faiblesse matérielle — c'est cette forme primitive du développement politique que le soviétisme a élevé au rang d'un dogme.

Dans son idée, le système soviétiste devait réaliser la formule de Proudhon : « L'atelier fera disparaître le gouvernement. »

D'accord en cela avec certaines théories françaises, les idéologues soviétistes ont repris, pour leur compte, les attaques dirigées par le syndicalisme contre « la démocratie en décomposition » et contre le parlement transformé en chambre de conciliation et en lieu de « combinaisons » entre les représentants des différentes classes. De même que le syndicalisme, le soviétisme répudiait le suffrage universel et niait la possibilité de la lutte de classe sur le terrain parlementaire. Il n'admettait pas la possibilité d'une « trêve » quelconque sur le front intérieur, ni d'un accord, même momentané, entre les classes. Mais alors que le syndicalisme substitue aux organes du pouvoir démocratique les syndicats des producteurs, les unions professionnelles, qui forment, dans leur développement continu, la charpente de la société future, le soviétisme, lui, s'appuie sur des institutions qui n'ont d'institutions de classe et d'institutions économiques que le nom. Et par leur origine, et par leur action, ces institutions sont essentiellement, foncièrement politiques. Elles ont été chargées, dans le domaine du droit public, de toutes les fonctions de l'Etat et, dans celui du droit privé, des fonctions qui avaient appartenu à des corporations et à des institutions supprimées par le pouvoir socialiste.

Le bolchevisme a puisé sa force principale dans des « syndicats » de soldats et non dans des syndicats de producteurs. Quant aux syndicats des producteurs, ils ont commencé à disparaître, de plus en plus, depuis l'établissement du pouvoir soviétiste. Après l'échec de la nationalisation de l'industrie, le peu qui subsistait des producteurs industriels est définitivement passé à l'état de pensionnaire du pouvoir soviétiste et la production ne couvre plus ses frais.

La contradiction intime et inéluctable de l'anarcho-syndicalisme soviétiste consiste en ceci : que tout en répudiant le parlement et les autres institutions politiques, il les remplace, en réalité, non par une classe, non par un syndicat de producteurs, ni par des organisations économiques, mais par un parti, c'est-à-dire par une organisation ayant également un caractère politique, mais s'appuyant sur une base très étroite et unilatérale.

Lorsque, en 1905, les Soviets des députés ouvriers ont fait leur première apparition dans la Révolution russe, le parti bolcheviste les a accueillis défavorablement, en les considérant, comme des *concurrents* des partis politiques, qui atténuent et concilient ce que les partis ont de net et de catégorique. Et même pendant la Révolution de 1917, Lénine n'a pas toujours reconnu entièrement et résolument les Soviets. Dans sa brochure publiée en juillet 1917, sous le titre « Les mots d'ordre » Lénine écrivait, aux pages 14-15, que les Soviets, lesquels ne partageaient pas ces opinions, « étaient pareils à des moutons » et qu'ils étaient « des organes de conciliation avec la bourgeoisie ». Mais lorsque, après le coup d'Etat, les Soviets se sont transformés pour devenir les Soviets du parti bolcheviste, il a été proclamé qu'ils étaient le roc, sur lequel pourra être édifiée l'église de l'avenir.

Les bolcheviks font passer le système soviétiste pour l'incarnation pratique de la dictature du prolétariat, laquelle se distingue de toutes les autres dictatures par son caractère impersonnel. Il est curieux de comparer à cette vantardise la sage prophétie qui a été faite bien des années avant la réalisation pratique de cette dictature, par un des idéologues le plus marquant du syndicalisme français, nous avons nommé Lagardelle.

Au Congrès socialiste de Nancy qui a été tenu en août 1907, Lagardelle a critiqué « la méthode globale et révolu-

tionnaire qui dit : conquérons d'emblée, par un coup de force, l'Etat, et une fois maîtres du pouvoir, nous imposerons la dictature impersonnelle du prolétariat. Vous serez les maîtres de l'heure, vous détiendrez toute la puissance qui, hier, appartenait à la bourgeoisie, vous entasserez décrets sur décrets et lois sur lois, mais vous ne ferez pas le miracle et vous ne rendrez pas du coup les ouvriers aptes à remplacer les capitalistes. En quoi, dites-moi, la possession du pouvoir par quelques hommes politiques socialistes aura-t-elle transformé la psychologie des masses, modifié les sentiments, accru les aptitudes, créé de nouvelles règles de vie, et fait qu'à la place d'une société de maîtres et d'esclaves, pourra exister une société d'hommes libres ? Non, ce n'est pas d'un simple changement du personnel gouvernemental que dépend la transformation du monde. Ce serait vraiment trop facile et la marche de l'histoire a d'autres exigences. Un état social ne naît pas sans une longue préparation, et c'est ici que le syndicalisme, avec un sens plus réaliste vous oppose ce que j'ai appelé le socialisme des institutions ».

Est-ce que le système soviétiste a quoi que ce soit de commun avec cette conception du syndicalisme ? On peut affirmer catégoriquement qu'elle n'a pas davantage de traits communs avec « le socialisme des institutions » qu'elle n'en a avec le démocratisme ou avec le parlementarisme. Le système soviétiste est le démocratisme et le parlementarisme à l'envers. Par sa négation des principes de la démocratie, il compromet la démocratie autant qu'il compromet le professionnalisme, en faisant sien le principe du remplacement des institutions politiques par des organisations économiques professionnelles.

Comme le Dieu de Voltaire, la démocratie peut, dans sa sagesse, préférer ceux qui la nient à ceux qui la compromettent. Mais sur les uns, comme sur les autres, elle se venge

d'une façon sublime : elle annule la valeur intrinsèque de tous ceux qui se révoltent contre elle et qui tentent, dans leur suffisance, à en modifier la nature et la logique intimes. Elle les rend ridicules.

Il serait absurde de nier les défauts de la démocratie et du parlementarisme. Mais il serait encore plus absurde d'en chercher le remède dans cela même, dont la négation a été le rôle historique de la démocratie.

A la représentation de citoyens égaux dans leurs droits et organisés par circonscriptions territoriales, le soviétisme substitue, comme principe de la nouvelle société, la représentation des intérêts ou ce que l'on appelle actuellement, la représentation des compétences.

Combien ce principe est loin d'être une innovation, cela résulte rien que du fait, qu'en France, il est presque devenu un lieu commun, non seulement dans la littérature politique, mais même dans les revendications et dans les programmes des partis. Et nous allons voir plus bas si ce principe, en lui-même, est réellement progressif et dans quelles mesures il peut être considéré comme l'apanage de la pensée communiste.

Non seulement Proudhon que les bolcheviks peuvent encore essayer de faire passer pour le premier bolchevik en France, mais même Sismondi, Schoefflé de Greef, se sont, tous, efforcés à prouver que c'est la représentation des intérêts et non de personnes qui était rationnelle et équitable. Parmi les écrivains et les hommes politiques français de nos jours, nous trouvons les partisans les plus ardents de la représentation des intérêts professionnels, au lieu de celle des groupes politiques, non seulement parmi les syndicalistes, mais aussi ou parmi les savants dans le genre du professeur Léon Duguit. L'apologie de ce principe et son exposé le plus complet et le plus motivé ont été donnés par l'éminent

Charles Benoit, le même à qui le gouvernement vient de confier la représentation officielle de la France à la Haye. Et le discours-programme que Millerand, l'inspirateur et l'organisateur du Bloc national, a prononcé à la veille des récentes élections législatives, a envisagé la création de corps professionnels pour les élections sénatoriales. Ce discours est également inspiré par l'idée de la représentation des intérêts.

On peut constater le même état d'esprit chez différents publicistes, en Angleterre, en Allemagne, en Italie, etc.

Au moment de la revision de la constitution belge, dans les années quatre-vingt-dix du dernier siècle, le principe de la représentation des intérêts a trouvé le plus chaleureux accueil auprès des catholiques sociaux.

Ce principe a été plus d'une fois appliqué en pratique. Généralement, cela s'est produit dans les pays les plus arriérés. En Autriche, en Roumanie, en Russie, les lois de 1873, 1866 et 1905 ont réparti les électeurs entre différentes curies ou catégories qui devaient correspondre à la diversité des intérêts. Dans d'autres pays, plus avancés, comme par exemple dans les petits Etats allemands, la représentation des intérêts ne fût maintenue que pour les élections des Chambres hautes qui sont généralement plus conservatrices.

Partout, où l'égalité civique et l'ordre juridique sont tant soit peu garantis, la représentation nationale est basée sur des droits civils et politiques *personnels*, et les élections ignorent les groupements qui peuvent exister sur des bases professionnelles, nationales, religieuses ou toutes autres. Elles ne connaissent que des divisions territoriales, politiquement neutres.

Le principe de la représentation des intérêts et des compétences peut être différemment apprécié. On peut l'envisager comme la seule issue à la crise actuelle du démocra-

tisme. On peut, au contraire, chercher cette issue dans un plus grand développement de la démocratie, dans une application plus logique de ses principes. C'est ainsi que se présentait la situation à Tocqueville lui-même qui affirmait *que l'extrême démocratie supprime les défauts de la démocratie*. Il est absolument certain ainsi que, de quelque façon que l'on apprécie le régime soviétiste, il est impossible d'affirmer, de bonne foi, qu'il représente une forme de gouvernement absolument nouvelle.

Ni dans sa *forme*, ni dans ses *principes*, le régime soviétiste n'est un régime démocratique. C'est là un fait admis par les bolcheviks eux-mêmes. Mais y a-t-il longtemps que la négation de la démocratie et de ses institutions est devenue le monopole de ses adversaires de gauche ? Il n'y a pas longtemps, il y a à peine deux ans, cette attitude était considérée comme un odieux privilège de la réaction. Et maintenant les partisans occidentaux du régime soviétiste qui ne cessent de s'intituler des social-démocrates, veulent nous persuader que la démocratie n'est pas conciliable avec le socialisme et avec la méthode révolutionnaire de la dictature.

La démocratie, c'est la majorité. En renonçant à s'appuyer sur la démocratie, le régime soviétiste renonce aux principes de la majorité. Par là même, il se voit obligé d'adopter la voie de la prise et de la conservation du pouvoir par une minorité qui a recours à la violence. C'est ce que Lénine a appelé « la volonté d'une force peu nombreuse, mais bien organisée, armée et centralisée ».

Cette idée de vaincre les forces de la majorité, subjectivement et objectivement hostiles, par l'autorité organisée et éclairée de la minorité, a son origine lointaine dans la « République » de Platon. En Russie, le tsar Nicolas I^{er} a tenu à un des premiers révolutionnaires russes, le décembriste Zaval-

lichine, le langage suivant : « Quel besoin avez-vous de faire la Révolution ? Je suis moi-même votre Révolution : j'accomplirai moi-même ce que vous cherchez à obtenir par la Révolution ! » Au XVIII^e siècle, à l'époque de l'absolutisme éclairé, on cherchait à justifier ces idées par l'esprit borné des sujets. De nos jours, l'imagination des groupements socialistes à tendances révolutionnaires est, en Europe et en Amérique, tentée par le projet de réaliser une transformation complète du régime social par la volonté d'une force peu nombreuse, mais bien organisée, armée et centralisée, agissant indépendamment de la conscience, encore trop peu développée, des masses et même contrairement à celle-ci.

Quand les social-démocrates russes (mencheviks) affirment qu'en introduisant la militarisation du travail les bolcheviks font retour à l'époque du servage, ces derniers ripostent par la voix du fameux Zinoviev : « Les mencheviks nous comparent aux Pharaons d'Egypte, aux défenseurs du servage et au fameux Araktcheef. Ces fausses comparaisons sont le résultat du trade-unionisme. On ne peut pas avancer avec une population de 150 millions d'habitants, en ne recourant qu'aux appels, à la bonne volonté. Seule une dictature de fer peut nous sauver de la misère et de la dégénérescence ».

Cette méthode, qui est vieille comme le monde et qui consiste à assurer le bien-être général par la force de la minorité, a reçu dans la terminologie actuelle, le nom de dictature de classe, de dictature du prolétariat. Le régime soviétiste est reconnu, comme une réalisation concrète de ce plan.

At-on besoin, cependant, de démontrer longuement que la minorité, sur laquelle s'appuie le régime soviétiste, ne se compose pas d'une classe déterminée, mais qu'elle comprend des classes et des groupes hétérogènes : paysans, ouvriers, petits bourgeois, intellectuels et, surtout, des sol-

1

ats déclassés, arrachés par la guerre au travail productif, déserteurs du front ou des villes de garnison, et des matelots qui depuis longtemps ont cessé de naviguer et combattent sur les fronts intérieurs ?

A l'époque du coup d'Etat d'octobre, le régime soviétique s'appuyait sur une dictature combinée du prolétariat et des paysans. Ce n'est que depuis le printemps 1918, depuis l'organisation des Comités des paysans pauvres, que se trouve réalisée la dictature du prolétariat à proprement parler, comme l'a récemment expliqué Lénine, dans sa brochure intitulée « Le Renégat Kautsky ». Le mal ne consiste pas dans le fait que les bolcheviks ont choisi une mauvaise forme de dictature ou qu'ils ne la réalisent pas bien. Il est avant tout dans ceci : que les bolcheviks sont, résolument et franchement, les idéologues et les réalisateurs de la dictature, comme d'une méthode de gouverner par la minorité au mieux des intérêts de la majorité, tels que ceux-ci sont compris par la minorité dirigeante.

D'après les données que les bolcheviks eux-mêmes présentèrent au VIII^e Congrès de leur parti en février 1919, on comptait à Pétrograd 12.000 communistes, à Moscou — 20.000, dans le gouvernement de Kalouga — 3.881, dans le gouvernement de Riazan — 5.994, etc. Le nombre total des bolcheviks d'après cette statistique n'excédait pas 0.5 % (*un demi pour cent*) de la population de la Russie soviétique. Si ces chiffres n'étaient pas corrects, ce n'est certainement pas du côté de la diminution de l'importance du parti qu'ils pèchent.

La doctrine de la dictature du prolétariat a été proclamée, pour la première fois, en 1847, dans le « Manifeste Communiste ». Elle était empruntée aux théoriciens des Révolutions bourgeoises. En 1895, dans sa célèbre préface à la dernière édition de la « Lutte des classes en France en

1848-1850 », Friedrich Engels reconnaît nettement que « les notions que nous avons sur la nature et sur le développement de la Révolution Sociale, de la Révolution du prolétariat, proclamée à Paris, en février 1848, étaient fortement empreintes de nos souvenirs des antécédents de 1789 et de 1830 ». Il ajoute que les « méthodes de lutte de 1848 sont actuellement désuètes, à tous les points de vue ».

« Ce qu'il y avait de commun, au point de vue de la forme, entre toutes les Révolutions antérieures, c'est qu'elles étaient toutes des Révolutions de la minorité. » C'est Engels qui s'exprime ainsi presque dans les mêmes termes que le fait actuellement Lénine, l'idéologue du régime soviétiste. Mais Engels continue par des affirmations qui sont sciemment renversées dans le système de Lénine et qui devraient être inscrites en lettres de feu sur les pierres tombales de tous les artisans du coup d'Etat d'octobre.

« Si les conditions de la guerre internationale se sont modifiées, — dit Engels, — elles ne se sont pas moins modifiées, en ce qui concerne la lutte des classes. Le temps n'est plus des Révolutions qui étaient réalisées par la prise subite du pouvoir par des minorités conscientes peu nombreuses, qui se mettaient à la tête des masses inconscientes. Lorsqu'il s'agit d'une transformation complète du régime social, les masses elles-mêmes doivent participer en toute conscience à l'action, elles doivent comprendre, elles-mêmes, de quoi il s'agit. Cet enseignement nous est donné par l'histoire du dernier demi-siècle. Et pour que les masses comprennent de quoi il s'agit, et à quoi elles doivent coopérer, il faut un travail long et systématique. »

C'est comme déduction finale de sa longue expérience personnelle et de ses méditations sur les bases du marxisme qu'Engels a laissé aux jeunes générations socialistes ce tes-

tament politique qui a été souvent cité et qui conserve, jusqu'à présent, toute sa force d'actualité.

Peut-on réaliser la « Révolution Sociale » dans le silence de la nuit, et sans que « la population s'en soit même aperçue », comme nous le feraient croire les affirmations vantardes d'un des principaux metteurs en scène de la « Révolution Sociale » en Russie, j'ai nommé Trotsky). Peut-on s'attendre à ce que le soleil du socialisme se lève au-dessus de l'Océan de sang et de larmes versées par l'humanité pendant la guerre, et au-dessus des ruines de l'ancienne prospérité économique ? Peut-on compter sur une victoire internationale du prolétariat, sans tenir compte du processus du développement économique ? A toutes ces questions le bolchevisme répond « oui », tandis que la tradition socialiste répond « non ».

Admettons même, contrairement à l'évidence, que ce qui a eu lieu en Russie, en octobre 1917, soit autre chose qu'un coup d'Etat, particulièrement heureux pour ses auteurs, mais ne différant en rien de beaucoup d'autres coups d'Etat, passés ou futurs. Admettons même que ce soit bien la Révolution Sociale. Que devaient faire les vainqueurs, « au lendemain de la Révolution Sociale » ? Dès 1902, dans un ouvrage consacré à cette question et portant exactement ce titre, Kautsky a essayé d'analyser la situation et les conséquences qui en découlaient. A cette époque, il n'avait pas encore été traité de « rénégat », ne serait-ce que pour la bonne raison que les bolcheviks n'existaient pas encore dans la nature. Kautsky estime que, au lendemain de sa victoire, le prolétariat doit, avant tout, réaliser et consolider le programme des revendications démocratiques générales. Le suffrage universel, les libertés politiques, la décentralisation administrative et l'autonomie régionale, ne sont pas seulement des revendications socialistes. Elles sont inscrites au

programme de tous les démocrates et adoptées même par les partis radicaux bourgeois. Elles doivent être entièrement réalisées par le prolétariat parce que, d'après la conception marxiste, seule la classe la plus avancée peut satisfaire entièrement les besoins politiques et sociaux arrivés, politiquement, à maturité.

L'affranchissement de la classe ouvrière doit être l'œuvre de la classe ouvrière elle-même. Nous pouvons dire que c'est là un article de foi pour tout socialiste. Mais ce serait défigurer le socialisme, rabaisser « l'idée du quatrième Etat », et avilir la mission historique du mouvement ouvrier que de comprendre cette affirmation dans ce sens que la classe ouvrière envisage seulement son *propre* intérêt, lorsqu'elle aspire à l'affranchissement qui ne peut lui être donné par aucune autre classe.

L'affranchissement de la classe ouvrière contient en soi l'émancipation de toute l'humanité. Lorsqu'elle lutte pour sa liberté, la classe ouvrière lutte pour l'affranchissement de toute la société de toute oppression, qu'elle vienne « d'une classe, d'un parti, d'un sexe ou d'une race », comme le proclame le programme d'Erfurt. Marx affirmait : « C'est seulement au *nom des droits de la société entière* qu'une classe isolée peut revendiquer le pouvoir ». Dans le « Manifeste Communiste », Marx et Engels ont déjà fait remarquer que « tous les mouvements qui ont eu lieu jusqu'à cette date étaient des mouvements de minorités dans l'intérêt de minorités. Le mouvement prolétarien est, au contraire, un mouvement indépendant d'une énorme majorité dans l'intérêt d'une énorme majorité ». Et c'est pourquoi le « Manifeste Communiste » proclame la conquête du suffrage universel et de la démocratie, « comme un des premiers et des plus importants devoirs du prolétariat en lutte ».

C'est, d'ailleurs, ainsi qu'a agi la Commune de Paris.

Le bolchevisme a renversé toutes ces conceptions et, plus particulièrement, celles qui faisaient du prolétariat *l'avant-garde* de la démocratie. Il enlève au prolétariat sa situation de chef de file de « toute la société », pour *l'opposer* au reste de la société. Il ne base pas son action politique et sociale sur la *conscience* de la pointe la plus avancée de la démocratie, mais sur les *instincts* de ses bas-fonds les plus arriérés. C'est pourquoi le bolchevisme ne fait pas appel au prolétariat, comme à la classe la plus consciente et « la seule qui reste révolutionnaire jusqu'au bout », pour l'exhorter à ne pas se séparer des couches profondes de la démocratie. Tout au contraire, il emploie la force pour obliger « les classes, qui ne sont pas révolutionnaires jusqu'au bout » et qui comprennent l'énorme majorité de la démocratie, à emboîter le pas derrière le prolétariat, en violentant leurs propres revendications et leurs propres besoins. Qui n'est pas avec nous, est contre nous, est donc contre-révolutionnaire et anti-socialiste, concluent pratiquement les chefs du système soviétiste.

Depuis ses premières prétentions au pouvoir, le bolchevisme n'a pas cherché à fixer les chances de sa « Révolution Sociale » dans le degré de conscience subjective de la classe avancée qui mène derrière elle « toute la société », mais dans la situation objective qui s'est créée à la suite des horreurs de la guerre mondiale et de la catastrophe qui a frappé le capitalisme.

« La famine imminente, les défaites militaires peuvent extraordinairement accélérer le mouvement vers la prise du pouvoir par le prolétariat soutenu par les paysans pauvres », rêvait Lénine, à la veille du coup d'Etat d'octobre. « La guerre a miné tout le sous-sol du monde capitaliste. C'est là notre force invincible », écrivait Trotsky, au lendemain de la prise du pouvoir par le parti bolcheviste (« La Révo-

lution d'octobre », page 125.) « La guerre a créé une situation révolutionnaire qui rend la dictature du prolétariat possible et nécessaire », proclamait Lénine, en mars 1919, au cours d'une séance, à laquelle participaient plusieurs bolcheviks des autres pays et qui a reçu, pour cette raison, le titre de troisième Internationale.

C'est dans la faiblesse intérieure du mouvement dirigé par les bolcheviks, c'est dans son anémie et non dans sa vigueur que se trouve l'explication des appels à la dictature, de l'apologie de la dictature des ouvriers et des paysans pauvres, qui n'a jamais cessé d'être, en réalité, la dictature du parti bolcheviste. Leur manque de confiance dans l'aptitude de la majorité du peuple à s'assimiler les buts du socialisme, sans y être forcé par la violence, leur méfiance envers les forces créatrices du peuple et envers la force d'attraction exercée par les transformations socialistes sur la majorité de la société, telles sont les raisons qui ont poussé le bolchevisme à commettre son grand crime de répudier la démocratie.

Si Dante écrivait maintenant son « Enfer », il réserverait, certainement, aux idéologues désintéressés du bolchevisme une place à côté de Célestin V qui a commis, par pusillanimité, son grand renoncement :

« *Che fece per viltate il gran rifiuto.* »...

Avant le triomphe du bolchevisme, la doctrine socialiste était dominée par l'idée de la dictature, comme d'un état qui accompagne, en fait, le moment transitoire de la Révolution Sociale.

La dictature était conçue, comme un *pouvoir puissant*, indispensable pour réprimer la révolte d'un groupe numériquement infime d'exploiteurs. L'idéologie traditionnelle envisageait la voie au socialisme dans la transition du pou-

voir politique de l'immense majorité du peuple vers l'égalité et la liberté sociales, en passant par la dictature du prolétariat. Friedrich Engels estimait même que « la République démocratique est la forme spécifique de la dictature du prolétariat ». (« Neue Zeit », XX, I, page 11. — 1891. — *Zur Kritik des Sozialdemokratischen Programmentwurfs.*)

A cette conception de la dictature, le bolchevisme en a substitué une autre qu'il envisage comme une *forme de gouvernement* soumettant la majorité à la minorité. D'après le texte précis de l'art. 9 de la Constitution Soviétiste, « la dictature du prolétariat urbain et rural et des paysans les plus pauvres » est établie « *sous forme d'un puissant pouvoir soviétiste* ». Le régime des Soviets est devenu synonyme du régime de la dictature. La dictature a perdu par là son caractère d'état de fait. Elle a été transformée en principe. On lui a donné le caractère de norme juridique de l'Etat. Au lieu d'être une triste nécessité, la dictature est devenue une vertu permanente et recommandée. Le principe de la dictature a supprimé et remplacé le principe de la démocratie. Toutes les prémisses fondamentales du socialisme, subjectives et objectives, ont été jetées par-dessus bord par le régime soviétiste.

Le même sort a frappé la démocratie qui, en tant que catégorie sociale et politique, englobe, en plus des ouvriers salariés, tous ceux qui vivent de leur travail, c'est-à-dire les intellectuels et les petits paysans, dont l'ensemble forme l'énorme majorité de la nation. Cette démocratie qui est, subjectivement, le dépositaire de l'idée socialiste, est, en même temps, le réservoir dans lequel le mouvement socialiste puise ses adeptes.

La démocratie a été jetée par-dessus bord, également en tant que régime politique déterminé, en tant que forme de self-government et d'action propre de la nation. Il en a été

de même du suffrage universel qui est, d'après Lassalle, « non seulement un principe politique des ouvriers, mais également le principe *social* et la condition essentielle de tout progrès social ».

Privé de ses prémisses, privé de la démocratie, le socialisme lui-même s'est trouvé en dehors du régime soviétiste. Car, si l'on peut nier le socialisme en reconnaissant la démocratie, il est impossible d'être socialiste en répudiant la démocratie. Qu'il le veuille ou qu'il ne le veuille pas, le régime soviétiste, en répudiant la démocratie, répudie avec elle le socialisme lui-même. Car, en dehors de la démocratie, il n'y a pas et il ne peut pas y avoir de socialisme.

Pour parler avec Jaurès : « Ce n'est pas par l'effort ou la surprise d'une minorité audacieuse, mais par la volonté claire et concordante de l'immense majorité des citoyens que s'accomplira la transformation socialiste. »

★★

Entre le système de la démocratie, qui est la domination de la majorité, et le système des Soviets, qui est la dictature de la minorité, il ne peut y avoir aucun moyen terme. Il n'y a, entre eux, aucune transition possible, aucune compromission imaginable, de même qu'il est impossible de concevoir une notion intermédiaire entre celles de la majorité et de la minorité.

C'est tout l'un ou tout l'autre.

Mais ce n'est pas seulement la logique qui empêche toute conciliation entre les deux systèmes. Il y a entre eux, autre chose que des obstacles d'ordre moral et politique.

Les bolcheviks portent au front, brûlé au fer rouge, le sceau de : Brest-Litovsk;

Ils ont dispersé l'Assemblée Constituante et ont ainsi

bafoué le rêve de plusieurs générations de champions de la liberté;

Ils ont été les premiers à proclamer triomphalement par la bouche de Trotsky, et dès leur victoire : « La guerre civile détruit les valeurs; mais la guerre civile apporte la liberté et, alors, vive la guerre civile ! » (« Izviéstia » du Comité Exécutif Central, n° 215 du 4/17 novembre 1917).

Ils ont mis la Russie en lambeaux; pillé ses ressources économiques et financières; ressuscité les peines corporelles, la torture et la provocation; légalisé les exécutions sommaires; balayé de la surface de la terre des villes, des villages et des dizaines de milliers de personnes; compromis la Révolution; nourri la contre-révolution; trahi la démocratie et le socialisme;

Ils ont.....

L'énumération des crimes moraux et politiques pourrait être longuement poursuivie encore...

Mais quelque monstrueux qu'ils soient par leur nature, ce n'est pas tant à cause de ces crimes, ce n'est pas à cause de son *passé* que tout compromis est impossible avec le bolchevisme.

Ce compromis est impossible surtout par le fait, qu'indépendamment de tout effort humain et pour des raisons économiques objectives le bolchevisme n'est pas viable et n'a pas d'avenir.

D'ailleurs un compromis avec les bolcheviks ne serait d'aucune valeur pratique pour la simple raison que toute obligation contractée par eux serait inopérante : la nature même du bolchevisme étant une négation pure de tout lien de droit privé et public.

Quelle valeur réelle peut avoir un engagement avec ceux qui ont fait table rase de la liberté et du droit ; qui déclarent, au moment même de signer un arrangement, qu'ils le

font pour « le répit », dans l'intention préconçue de le violer, dès que cela leur sera avantageux ?

Alors que les bolcheviks n'osaient pas encore se révolter contre la démocratie, on avait déjà besoin, pour traiter avec eux, « d'un notaire et deux scribes », comme l'a dit spirituellement Tseretelli. Quel serait actuellement, en Russie, en Europe ou en Amérique, le notaire qui se risquerait à contre-signer des engagements pris par les bolcheviks ?

Pauvre d'esprit, voué à retomber en poussière, le bolchevisme n'a rien à perdre d'une tentative de conciliation, quelle qu'elle soit. Il ne peut jamais qu'y gagner. Mais que pourraient y gagner, dans ces conditions, les autres parties contractantes et plus particulièrement la démocratie ? Une entente ou un compromis entre le système de la démocratie et le système des Soviets sont par essence impossibles. Les idéologues du soviétisme ne se trompent pas sur ce point.

L'alinéa final de la XXI^e thèse présentée par Lénine à l'Internationale Communiste est ainsi conçu : « L'absurde tentative de combiner le système des Soviets, c'est-à-dire la dictature du prolétariat, avec l'Assemblée Constituante, c'est-à-dire avec la dictature de la bourgeoisie, dévoile jusqu'au fond la pauvreté intellectuelle des socialistes et des social-démocrates jaunes, leur politique réactionnaire de petits bourgeois, et leurs concessions peureuses à la force irrésistiblement grandissante de la nouvelle démocratie prolétarienne. » (Cité d'après la traduction publiée par *l'Humanité* du 31 juillet 1919.)

Et, d'autre part, la thèse XII déclare : « Tout rêve d'une troisième solution intermédiaire est une lamentation réactionnaire de petit bourgeois ». (*L'Humanité* du 30 juillet 1919.)

On peut se soumettre au bolchevisme ou bien il faut se le soumettre.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE.....	3
CHAPITRE I. — COMMENT LE BOLCHEVISME EST ARRIVÉ A LA NÉGATION DE LA DÉMOCRATIE.....	7
CHAPITRE II. — L'ESPRIT ET LA LETTRE DE LA CONSTI- TUTION SOVIÉTISTE.....	22
CHAPITRE III. — LA CONSTITUTION SOVIÉTISTE DANS SA PRATIQUE.....	38
CHAPITRE IV. — LE RÉGIME SOVIÉTISTE, DANS L'IDÉE DES HOMMES D'AVANT-GARDE DES PAYS OCCIDENTAUX.....	65
CHAPITRE V. — LE SYSTÈME SOVIÉTISTE ET LES PRINCI- PES DE LA DÉMOCRATIE.....	82

Imp. UNION, 46, Boulevard Saint-Jacques, Paris.

EN PRÉPARATION :

Delevsky... *Le Socialisme et le bolchevisme.*

S. Ivanoff... *La Terreur bolcheviste.*

EN VENTE CHEZ

POVOLOZKY, 13, rue Bonaparte, Paris,

VILKOMIRSKY, 7, rue de Longchamps, Nice,

V. MENKES, 3 rue de Carouge, Genève (Suisse),

PAYOT, rue de Bourg, Lauzanne (Suisse),

et dans toutes les grandes librairies de France et
de l'étranger.

ÉDITION DE L'UNION

POUR LA RÉGÉNÉRATION DE LA RUSSIE

Prix : 3 fr. 50